

International Associations

activities - congresses - publications

Associations Internationales

activités - congrès - publications



1971/4

MENSUEL • 1, rue aux Laines - 1000 Bruxelles - Belgique • MONTHLY
23^e ANNÉE - 23rd YEAR
AVRIL 1971 APRIL

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

Executive Council
Comité de Direction

Président : F.A. CASADIO, Directeur, Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale (Italie) :
Vice-Présidents : W. ETEKI-MBOUMOUA (Cameroun).
Ancien Ministre de l'Education et de la Culture,

Mohamed Aly RANGOONWALA (Pakistan)
Chairman of the Pakistan National Committee of the International Chamber of Commerce.

Membres : Th. CAVALCANTI (Brésil).
Président de l'Institut de Droit Public de la Fondation Getulio Vargas.
F.W.G. BAKER. (U.K.)
Executive Secretary, International Council of Scientific Unions.
Nikola A. KOVALSKY (U.R.S.S.)
Directeur adjoint de l'Institut du mouvement ouvrier international de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S.
Roland RAINAUT (France)
Ancien Directeur de l'Information et de la Presse de l'O.E.C.E.
Andrew E. RICE (U.S.A.)
Executive Secretary of the Society for International Development.
Mohamed Aly RIFAAT (R.A.U.)
Former Secretary-General of the Afro-Asian Organisation for Economic Cooperation.
S.K. SAXENA (India)
Secretary-General of the International Co-operative Alliance.
Louis VERNIERS (Belgique)
Secrétaire Général Honoraire du Ministère Belge de l'Education et de la Culture.
Secrétaire Général : Robert FENAUX (Belgique).
Ambassadeur honoraire de Belgique.

« International Associations »

Editorial Committee :
Comité de Rédaction :

Robert FENAUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DEVILLE
Jere W. CLARK
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS 23e ANNEE 4-1971 23rd YEAR AVRIL APRIL ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

Editorial	202
Les associations momentanées d'organisations internationales, par G. P. Speekaert	205
English Summary	217
Changing Values, by Arnold Mitchell	218
Résumé français	224
Planning for the 1960's in the 1970's : Part IV	226
Résumé français	236
Nouvelles Organisations Internationales	239
New International Organizations	239
Projets de Nouvelles Organisations Internationales	246
Plans for New International Organizations	246
Congressalia	253
New International Meetings Announced	259

Copyright 1971 UAI
Views expressed in the articles, whether signed or not, do not necessarily reflect those of the UAI.

Published MONTHLY by
Union of International Associations (founded 1910)
Annual Subscription : \$ 11 or £3.75
Editor, Administration : 1, rue aux Laines, 1000 Brussels (Belgium)
Tel. (02)15.83.96.
Advertising Manager : Roger Ranson.,
35, boulevard de la République, Saint-Cloud, 92 France.
Tel. 605 - 39.78.
Methods of Payment : see last page of this issue.
Other UAI Publications : see last page of this issue.

Copyright 1971 UAI
Les opinions exprimées dans les articles, signés ou non, ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UAI.

MENSUEL publié par
Union des Associations Internationales - UAI (fondée en 1910)
Abonnement un an : 450 FB, 45 FF, 40 FS.
Rédaction, Administration : 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgique) - Tél. (02)11.83.96.
Délégué, Direction de la Publicité : Roger Ranson,
35, boulevard de la République, Saint-Cloud, 92 France
Tél. 605 - 39.78.
Modes de Paiement : voir dernière page de ce numéro.
Autres Publications de l'UAI : voir dernière page de ce numéro.

L'Age des Solidarités

« L'unique moyen pour rendre les hommes heureux c'est de les rapprocher, de les faire s'aimer et d'agir avec énergie de manière à assurer leurs besoins matériels et moraux réciproques. Le vrai bonheur de l'humanité dans la paix mondiale ne sera possible que si augmente le nombre des voyageurs de cet haut idéal... Si l'on veut une paix durable il faut prendre des mesures internationales pour améliorer la situation des masses ».

Ataturk

(à une réunion du Conseil de l'Entente balkanique).

Les antennes de l'UAI lui permettent de capter de toutes parts des idées jetées au vent des relations internationales et transnationales. A l'évidence, la notion de solidarité hante de plus en plus les esprits et les consciences.

Ainsi un colloque international de polémologie s'est tenu l'autre semaine à Louvain, où M. Gaston Bouthoul, le créateur de cette nouvelle discipline qui tend à étudier la guerre en la considérant comme « un phénomène d'ordre social et humain », a reçu le titre de docteur honoris causa. Les animateurs de ce colloque se sont retrouvés à une table ronde de la radio qui a fait amplement écho à leurs débats. Dès l'abord, ces hommes de bonne volonté constatèrent honnêtement qu'ils se divisaient en écoles opposées quant aux fins et aux méthodes de leurs études. On remarquera d'ailleurs que la très large définition de la polémologie, que nous avons empruntée aux dernières éditions des encyclopédies, peut accorder toutes les philosophies.

Un commentateur malicieux a pu se demander si la guerre des polémologues n'aurait pas lieu entre les croyants et les sceptiques de la paix. Naguère encore le lecteur au balcon de la polémique ou l'auditeur dans son fauteuil se fût contenté de sourire ou de railler selon son humeur. Aujourd'hui plus personne ne se trouve à l'abri dans son confort matériel et intellectuel. Chacun se sent concerné. On ne peut se borner à constater avec le détachement des anciens : Hippocrate dit oui, Galien dit

non. La spéculation des idées et la contradiction des opinions s'arrêtent à l'instinct de conservation de l'espèce humaine.

A ceux qui se réfèrent au principe darwinien du « struggle for life » nécessaire à la perpétuation de l'espèce humaine et au progrès de l'individu, les polémologues, qu'on pourrait appeler optimistes, par opposition à leurs collègues pessimistes, répondent par une distinction essentielle entre les conflits et les guerres. L'esprit de compétition et même d'agressivité peut être vital, mais on doit le maîtriser. L'énergie ne doit pas fatalement dégénérer en violence : elle peut être canalisée. Exactement comme l'homme civilisé, policé, domine individuellement ses impulsions, ses colères, ses convoitises. Et pourquoi donc, dans un univers objectivement solidaire et de plus en plus contraint de s'organiser, l'ordre international ne trouverait-il pas l'équivalent d'un ordre civique ? Henry Bergson, qui a imaginé la société fermée en opposition à la société ouverte, dirait que le cercle de la cité s'est élargi à des espaces qui s'étendent progressivement des nations aux régions et des régions à la planète, le degré de solidarité et d'intégration étant bien entendu relatif.

*

**

De notre point de vue de la coopération internationale privée, nous savons que les OING peuvent aider puissamment à cette évolution par leurs valeurs morales, sociales et culturelles, par leur

influence sur l'opinion, par leurs moyens de pression sur les pouvoirs publics, aussi par l'ampleur de leurs contributions scientifiques et financières nécessaires aux programmes internationaux de développement.

11 se fait malheureusement qu'on n'a pas encore pris toute la mesure de ces « forces internationales ». « On » c'est un peu tout le monde, les Etats et les organisations intergouvernementales, la fonction nationale et internationale, le secteur public et le privé, les universités et les organismes non gouvernementaux eux-mêmes, trop repliés qu'ils sont sur leurs propres objets.

L'UAI a dit son étonnement, l'an dernier, que le rapport Jackson sur la capacité du système des Nations Unies pour le développement ait passé sous silence la coopération privée. Cette année nous avons constaté que M. Tinbergen, Prix Nobel, en exposant à Bruxelles les principes de son rapport au Comité de la planification du développement, ne s'est pas davantage référé aux OING, sauf tout de même pour revendiquer personnellement son appartenance au Conseil Œcuménique des Eglises. Au double titre d'expert et de fidèle, l'éminent professeur hollandais a très heureusement confondu les aspects moraux et sociaux d'un même problème. Et c'est de fort bonne grâce qu'en fin de débat, il a répondu à notre requête de ne jamais perdre de vue l'énorme virtualité des OING dans la mise en œuvre des mesures de coopération et de développement, quelles qu'elles soient.

S'agissant des études de polémologie, on voudrait que tous ceux qui cherchent des remèdes aux maux de la guerre se penchent sur les immenses ressources des « forces transnationales ».

En conclusion du colloque des polémologues, qui nous fournit prétexte à ces quelques réflexions, une autre distinction a été faite avec pertinence entre la recherche de la paix et les recherches sur la paix. Aux diplomates la recherche de la paix, a-t-on dit, aux sociologues les recherches sur la paix. Disons que les diplomates ne sont plus seuls de nos jours au service de la paix et que la fonction internationale y a sa part, au plan régional et au plan universel. Quant à la coopération internationale privée, elle conjugue les deux missions d'étude et d'action. Qu'il nous suffise de citer en exemple les travaux du réseau des internationales scientifiques et les mouvements d'opinion qui ont poussé à la décolonisation et qui dénoncent constamment les infractions aux normes des Droits de l'Homme.

Nous croyons que dans l'avenir les solidarités croissantes des internationales professionnelles et des internationales de la libre entreprise vont agir dans le même sens que les solidarités désintéressées. Et ainsi il arrivera que, pour la première fois peut-être, sous la pression des faits, les idéalistes et les réalistes, venus de bords opposés, se rencontreront pour convenir ensemble d'une organisation rationnelle de la paix. Ce sens de la solidarité, qui fut longtemps l'apanage de quelques âmes nobles et généreuses, va tendre dès lors à devenir le bon sens des temps nouveaux. Sans doute, à première vue, serait-il aisé d'objecter que la violence et la misère sont encore partout. C'est aussi vrai que les inégalités physiques et mentales qui sont le lot de la condition humaine. Mais, à y regarder de plus près, on s'avise que dans l'ordre des relations internationales la guerre n'arrange plus rien, nulle part, que la crainte des armes d'anéantissement freine les entraînements de l'ambition et de la convoitise, et qu'il faut aller désormais aux foyers des misères humaines, la faim, la maladie, l'ignorance, la surpopulation...

Un écrivain de cœur comme Péguy serait aujourd'hui fort gêné de parler encore de « l'honneur » et de la « grandeur » de la guerre. Il s'est d'ailleurs trouvé de grands guerriers pour dénoncer ce que Napoléon appelait lui-même un métier de barbares. Nous venons de lire un remarquable discours d'Atatürk qui oppose aux maux de la guerre la solidarité dans la paix :

« Toutes les nations du monde sont devenues aujourd'hui plus ou moins des parentes... Nous ne pouvons pas savoir si un événement que nous croyons très lointain ne nous atteindra pas un jour... Une douleur au bout du doigt est ressentie par tous les autres points d'un corps. S'il y a un malaise dans tel ou tel lieu du monde il ne faut pas que vous disiez que cela ne vous importe pas... C'est cette manière de voir qui libérera les nations de l'égoïsme. L'égoïsme, qu'il soit individuel ou national, doit être toujours considéré comme un mal ». L'égoïsme peut même être international quand le mal atteint les organisations non gouvernementales enclines à ne voir que leurs propres fins. L'UAI est dans son rôle en les appelant à la solidarité.

Robert FENAUX.



La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. Tel est le premier principe énoncé dans la Constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé. Celle-ci a été fondée le 7 avril 1948. Chaque année à la date anniversaire, le monde entier célèbre la Journée Mondiale de la Santé. Le 7 avril prochain, l'OMS a 23 ans.

(Photo
OMS)

La similitude qui existe à certains égards entre les entreprises économiques et les organisations internationales non gouvernementales a été souvent rappelée dans cette revue. Comment ne pas l'avoir à l'esprit en lisant le rapport adressé au Président de la République française qui introduit l'Ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique (Journal officiel du 28 septembre 1967).

« Monsieur le Président,

». L'adaptation de l'économie française aux dimensions nouvelles d'un marché élargi et unifié implique, de la part de nombreuses entreprises, une transformation de leurs structures et une diversification de leurs méthodes.

» Mais les réformes de structure se révèlent souvent d'une réalisation difficile. En outre, les chances des entreprises de moyenne importance doivent être préservées.

» D'où l'intérêt, pour des entreprises désireuses de conserver leur individualité et leur autonomie, de mettre en commun certaines de leurs activités, telles que : comptoirs de vente, bureaux d'exportation ou d'importation, organismes de recherche.

» Cette mise en commun ne trouve, à l'heure actuelle, un cadre juridique approprié ni dans la forme de la société ni dans celle de l'association. Les formalités de constitution et les règles de fonctionnement de la première sont assez rigides et son but ne peut être, en principe, que la recherche et le partage de bénéfices; la seconde ne leur procure pas l'avantage de la pleine capacité juridique.

» Aussi apparaît-il aujourd'hui nécessaire d'offrir aux activités économiques, entre la société et l'association, un cadre juridique inter-

« Ce qui caractérise une époque, c'est l'association de l'équipement dont dispose cette époque et l'organisation de la société qui correspond à l'utilisation de ces équipements ».

Louis Armand.

médiaire, mieux adapté aux caractéristiques propres d'un grand nombre d'entre elles comme aux intentions de leurs promoteurs.

» Tel est l'objet de la présente ordonnance qui crée les groupements d'intérêt économique ».

S'il existait une législation internationale relative aux organisations internationales non gouvernementales, elle pourrait favoriser des adaptations analogues ou des évolutions nécessaires ou souhaitables en mettant au point d'abord et en faisant connaître ensuite des structures nouvelles s'insérant dans le cadre juridique approprié. Mais étant donné que les OING restent encore en dépit de nombreux efforts et de la simple logique, des « hors-la-loi internationale », il leur faut créer elles-mêmes, de façon empirique et individuelle, les structures les plus favorables à la réalisation de leurs missions. Un certain nombre de celles-ci seraient, semble-t-il, plus aisément et plus rapidement menées à bien si elles pouvaient être détachées du programme général de l'organisation internationale permanente, et faire l'objet d'une opération bien déterminée et unique menée en coopération temporaire, souple et sans subordination, avec d'autres organisations. Voyons à cet égard successivement ce qui se fait dans le secteur des affaires et dans celui de la recherche scientifique internationale.

Dans le secteur de l'industrie

Le nouveau type de **groupement d'intérêt économique** visé par l'Ordonnance française citée plus haut, a pour objectif de permettre à plusieurs entreprises de mettre en commun certaines activités, sans perdre leur individualité propre, et d'établir des contrats de collaboration. Sans entrer dans le détail, ajoutons que le groupement d'intérêt économique a la personnalité morale et la pleine capacité juridique, contrairement à deux autres types d'alliances entre entreprises existant en France. L'une d'elles est la **société en participation** anciennement appelée association en participation, codifiée par les articles 419 à 422 de la loi du 24 juillet 1966, et qui est une société occulte, qui ne se révèle pas aux tiers et n'existe que dans les rapports entre associés, lesquels contractent en leur nom personnel et décident librement entre eux de tout ce qui concerne la vie de cette société en participation. L'autre est la **société de fait** ou le **groupement sui generis**, c'est-à-dire « le groupement d'entreprises formé par la juxtaposition de personnes physiques ou morales coopérant, pour un temps limité, à la réalisation d'une œuvre déterminée, chacun conservant son autonomie de gestion ainsi que ses chances de gains et ses risques de pertes ».

Cette définition pourrait, on le voit, s'appliquer aisément à l'opération momentanée et empirique que constitue l'organisation d'un congrès international par une ou plusieurs associations internationales et le ou les comités nationaux des pays-hôtes du congrès. Ce type de groupement est surtout utilisé pour la construction de bâtiments, de ponts, de routes etc. Il correspond dans la législation belge à un des deux types de sociétés commerciales dépourvues de la personnalité juridique : **l'association momentanée**, qui n'est pas une société occulte. Les associés traitent conjointement avec les tiers et s'engagent par leurs signatures conjointes; tous les documents portent l'indication « Association momentanée » suivie de l'énumération complète de tous les associés. Elle est régie par le Code de Commerce (Livre I, Titre IX, art. 175 à 177), de même que l'autre type de société commerciale sans personnalité juridique : **l'association en participation**, qui est essentiellement une société occulte dont la ges-

tion est confiée exclusivement à l'associé, seul connu par les tiers, chargé par le contrat de société d'exercer pour compte commun l'activité faisant objet de la société.

Autre forme d'association momentanée, l'*Arbeitsgemeinschaft* est fort utilisée en République Fédérale d'Allemagne, principalement aussi dans le domaine de la construction; dans le secteur des banques ou des assurances, l'association momentanée peut prendre la forme de **Konsortien** (Consortium) de crédit ou d'émission (soit de prise en charge ou de placement); dans celui de l'industrie cinématographique, il prend, comme dans beaucoup d'autres pays, la forme de **Ko-Produktion** (Coproduction).

L'*Arbeitsgemeinschaft* est une société de droit civil (art. 705 et suiv. du Code Civil), qui donne aux associés la plus grande latitude pour organiser leurs relations juridiques réciproques et son intérêt réside principalement dans sa grande flexibilité et sa faculté d'adaptation.

En Grande-Bretagne, la législation ne s'oppose pas aux « **temporary partnerships** » entre entreprises pour la réalisation d'un objectif déterminé, pour autant évidemment que celui-ci ne soit lui-même pas illégal, ne constitue pas un monopole ou une restriction pour le commerce. Le « partnership » est régi par le Partnership Act de 1890, qui le définit comme suit : « partnership is the relation which subsists between persons carrying on a business in common with a view of profit ». Par business, on peut comprendre tout ; « trade, occupation or profession » et la durée peut être déterminée ou non dans l'accord.

Le « Limited Partnership », régi par le Limited Partnership Act de 1907 qui suppose la présence d'au moins un « general partner » responsable de toutes les dettes de la société et au moins un « limited partner » dont la responsabilité est limitée au montant du capital apporté par lui, est une forme de société très peu utilisée.

Aux Etats-Unis d'Amérique, où les principales formes légales pour organiser une entreprise sont le « proprietorship », le « partnership » et la « corporation », l'application des lois antitrust aux fusions d'entreprises a incité celles-ci à recourir, pour réaliser des opérations communes, à ce que l'on appelle une « **joint venture** » (entreprise commune ou filiale commune), qui s'établit par un contrat d'association.

Au Grand Duché de Luxembourg, la loi du 15 août 1915 reconnaît par son article 139 l'**association en participation** par laquelle une ou plusieurs personnes s'intéressent à des opérations que une ou plusieurs personnes gèrent en leur propre nom, et par son article 138 l'**association momentanée** qui a pour objet de traiter, sans raison sociale, une ou plusieurs opérations de commerce déterminées, les relations entre associés étant réglées librement par eux. Ni l'une ni l'autre de ces formes d'association n'ont de personnalité juridique. Le Code civil italien prévoit explicitement l'association en participation, qui n'est pas une société mais un contrat de prêt, dans lequel l'associant attribue à l'associé une participation aux bénéfices en échange d'un certain apport. Il règle aussi d'autres formes de participations temporaires et en particulier la coparticipation aux bénéfices.

Aux Pays-Bas, la liberté la plus grande existe de conclure des contrats de toute nature et donc des **associations en participation ou momentanées** dont les modalités dépendent exclusivement des clauses du contrat passé entre associés. On peut y constituer des « **joint ventures** » destinés à une activité déterminée ou dont le but est la coopération d'entreprises différentes dans un domaine déterminé où elles ont des intérêts communs. Toutes ces formes de coopération peuvent se réaliser sous différentes formes juridiques : « Vereniging », « Maatschap », « Vennootschap onder firma », « Cooperatieve Vereniging », « Bouwcombinatie ». En Suisse, l'article 530 du Code Fédéral des Obligations définit la **société simple** comme suit : « la société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent d'unir leurs apports ou leurs ressources en vue d'atteindre un but commun ». On peut d'autre part établir des **sociétés simples tacites**, c'est-à-dire des associations occultes soumises à la réglementation de la société simple, ainsi que des **associations momentanées**, telles que consortium de banques ou consortium de génie civil. On devine que pour le secteur économique, les conséquences fiscales des différentes formes de sociétés ont une importance considérable. Elles ont été remarquablement exposées dans les rapports contenus dans le compte rendu du Séminaire Européen de Droit Fiscal, tenu à Bruxelles du 29 mai au 31 mai 1969 à l'initiative

de l'Ecole Supérieure de Droit Fiscal (1). Ce Séminaire était consacré aux aspects fiscaux de la coopération entre entreprises de pays différents, sous forme de sous-traitance, d'association ou d'assistance technologique. Le questionnaire adressé aux neuf rapporteurs nationaux comportait, avant d'aborder les questions relatives aux systèmes d'impôts directs et indirects ainsi qu'aux problèmes posés par l'assistance technique, une demande de brève description des faits économiques et de rappel du droit commercial du pays.

Pour ceux qui souhaiteraient dépasser les renseignements très résumés que nous avons donnés plus haut en nous servant de ces rapports, signalons que cette première partie de chaque rapport national se subdivisait comme suit : sous-traitance, usage de la sous-traitance, instructions applicables aux sous-traitants étrangers, association en participation, association momentanée, autres formes d'associations, société de fait, filiale commune, institutions particulières, restrictions applicables à l'association.

Différentes des groupements permanents d'OING

Nous espérons ne pas avoir lassé les lecteurs par cette énumération peut-être un peu monotone, mais qui par elle-même montre que les accords de coopération entre entreprises industrielles, commerciales ou financières sont une réalité pleine d'actualité, aussi bien que les fusions et concentrations d'entreprises, les sociétés transnationales, ou les « World Trade Centers », dont on parle peut-être davantage dans les journaux et les revues et qui sont certes des phénomènes importants dont nous traiterons à d'autres occasions. Les structures et les méthodes adoptées par les entreprises économiques devraient être méditées par les organisations internationales non gouvernementales sans but lucratif. A leur intention, nous signalons par exemple une publication de la Chambre de Commerce Internationale parue en juillet 1970 : le Guide international pour la Constitution de Sociétés (brochure 263, 47 pages). Elle ne concerne pas directement le sujet examiné dans le présent article, étant une liste des principales questions à résoudre et des choix à préciser par l'homme d'affaires qui veut créer une société à l'étranger, mais elle contient des informations stimulantes dans son rapide

examen de la vie d'une société : fondation, création, fonctionnement des organes, dissolution. Ce guide donne la définition suivante des **Filiales communes** (joint ventures) : « ce sont des sociétés fondées et exploitées dans un but commun entre deux ou plusieurs entreprises. Elles peuvent être constituées pour un temps limité lorsqu'il s'agit de réaliser en consortium un projet précis (construction de barrages, de routes, édification d'usines, de bâtiments), ou pour une durée indéterminée lorsqu'il s'agit d'organiser un centre commercial ou de production commun ». Il est à noter que dans le secteur de la coopération intergouvernementale, on commence à procéder de plus en plus à la constitution de telles filiales communes, de durée indéterminée. Comme exemple récent, on peut citer le Consortium international des Télécommunications par satellites (INTELSAT). Mais revenons à l'idée de l'association momentanée entre organisations internationales non gouvernementales qui retient depuis quelque temps l'attention de l'Union des Associations Internationales.

Elle figurait en tête d'une liste de vingt et un sujets d'étude ou d'action, adressée aux organisations internationales invitées par l'UAI au cours du 4^e trimestre 1970 à des réunions de consultation à Paris, Genève et Bruxelles. Sur cinquante-quatre réponses écrites exprimant une opinion sur les sujets les plus intéressants de leur point de vue, vingt et une marquaient leur intérêt pour le thème ainsi libellé : « Mise en pratique par les OING du système des **associations momentanées**, par la création d'organisations ou comités internationaux pour une tâche déterminée et unique et donc pour une durée limitée, sous les auspices de plusieurs organisations internationales non gouvernementales (avec le concours éventuel d'organisations intergouvernementales) ».

Dans un article (2) écrit en 1957, nous avons examiné la question des groupements permanents d'organisations internationales non gouvernementales.

Ces groupements permanents étaient à l'époque au nombre d'une bonne soixantaine, qui se classaient dans les catégories suivantes : les grands conseils scientifiques, les groupements de secrétariats professionnels internationaux, les autres groupements de liaison spécialisés, les conférences et comités d'ONG consultati-

ves, les fédérations régionales d'associations internationales et enfin les groupements non spécialisés d'ONG, tel l'ancien Comité d'entente des grandes associations internationales et l'Union des Associations Internationales. Malgré l'intérêt évident de cette formule de groupements permanents, il s'agit de quelque chose de très différent de celle de l'association momentanée entre organisations internationales, dont la double caractéristique devrait être le fait d'être essentiellement temporaire et celui d'avoir un objectif unique et précis. Parce que cet objectif intéresse plusieurs organisations internationales, celles-ci décident de le mener à bien, rapidement et systématiquement, par un effort conjoint, sans autre atteinte à leur autonomie que les obligations découlant du programme adopté en commun pour la poursuite de cet objectif.

Nous verrons dans un instant quelques exemples de cette formule. Auparavant, précisons encore qu'elle est différente aussi de l'autre formule exposée dans un article de M. A.J.N. Judge publié dans le numéro de mars 1971 de la revue « Associations Internationales » sous le titre : « Wanted : New Types of Social Entity. The role of the **Potential Association** ».

Différentes de la société potentielle

Ce type de **Société potentielle** se caractérise par le fait qu'il ne comporte pas de membres; les organismes étant reliés entre eux simplement par le fait qu'ils reçoivent des informations d'un, organe central, sur une base payante ou sous une forme de services subsidiaires. Cet organe central ou centre, qui peut prendre n'importe quelle forme « organisationnelle » sans « membrariat » et être créé chaque fois que l'utilité s'en fait ressentir, aura, dans le cadre de sa mission d'information de ses clients ou usagers, la tâche d'informer ceux-ci rapidement et régulièrement de l'identité des autres usagers s'intéressant à chaque question nouvelle relevant du domaine de la société potentielle et d'indiquer en même temps le degré d'intérêt de chaque usager ou leur désir éventuel d'agir conjointement avec les autres usagers intéressés.

Un tel système d'information peut donc faciliter et encourager la formation d'associations momentanées.

Ce même article sur la société potentielle con-

tient quelques citations remarquables sur le remplacement, dans l'avenir, de la bureaucratie par l'« adhocracy » et le fait que le mot « temporaire » deviendra le mot-clé.

La deuxième partie de l'article en question (Wanted : New Types of Social Entity Matrix Organizations and Organizational Networks) indique comment les nouvelles conceptions du « management » de la NASA aux Etats-Unis exigent l'utilisation d'une succession d'associations momentanées entre des organisations diverses (sociétés commerciales, agences gouvernementales, associations professionnelles, etc...) pour gérer les différentes phases constituant un projet dans le programme de la NASA.

Sur la question des réseaux d'information, il n'est pas besoin d'insister ici. En effet, de nombreux articles ont été publiés ces dernières années par l'UAI sur le problème en général, sur l'UNISIST qui est le projet de système mondial d'information scientifique que l'Unesco et le Conseil international des Unions scientifiques travaillent à mettre sur pied, sur la Banque de données mondiales que l'Union des Associations Internationales cherche à constituer, sur la formule des conférences « multi-conférences » d'organisations internationales permettant qu'elles aient entre elles, par la concentration de réunions dans un même lieu à une même date, de nombreux contacts systématiques ou spontanés et occasionnels.

Nul ne peut plus douter qu'il faille créer de nouveaux outils d'information et de travail, que ces outils devront être internationaux et inter-organismes, et qu'ils entraîneront une modification sérieuse du mécanisme de la coopération internationale.

Objectifs des associations momentanées

Après avoir tenté de mieux voir ce que sont les associations momentanées, il faut rechercher quels sont les objectifs qui se prêtent à leur constitution ou les requièrent pour atteindre vite et bien l'objectif visé. Une énumération intéressante, qui sera un dernier emprunt au secteur économique, nous paraît être la liste contenue dans une Communication de la Commission des Communautés Européennes du 18 juillet 1968. On sait que l'article 85 du Traité instituant la Communauté Economique Européenne interdit les accords, décisions d'associations d'entrepri-

ses et pratiques concertées, c'est-à-dire les ententes, qui ont pour objet ou pour effet de restreindre la concurrence et qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre les Etats membres. Dans sa Communication du 18 juillet 1968 (J.O.C.E. n° C 75/68), qui n'a qu'une valeur d'avis et ne traite que de l'interprétation de l'art. 85 § 1 CEE et de l'article 65 § 1 C.E.C.A., la Commission considère que les accords suivants de coopération entre entreprises ne restreignent pas la concurrence :

- « a) Les accords qui ont uniquement pour objet :
 - L'échange d'opinion et d'expérience;
 - L'étude en commun des marchés;
 - La réalisation en commun d'études comparées sur les entreprises et secteurs économiques;
 - L'établissement en commun de statistiques et de schémas de calcul.
- » b) Les accords qui ont uniquement pour objet :
 - La coopération en matière de comptabilité;
 - La garantie en commun du crédit;
 - Les bureaux communs d'encaissement;
 - La consultation d'organismes communs en matière d'organisation des entreprises ou en matière fiscale.
- » c) Les accords qui ont uniquement pour objet :
 - L'exécution en commun de projets de recherche et de développement;
 - L'attribution en commun de mandats de recherche et de mandats concernant le développement;
 - La répartition des projets de recherche et de développement entre les participants.
- » d) Les accords qui ont uniquement pour objet l'utilisation en commun d'installations, de production, de moyens de stockage et de transport.
- » e) Les accords qui ont uniquement pour objet la constitution d'associations temporaires de travail en vue de l'exécution en commun des commandes, lorsque les entreprises participantes ne sont pas en concurrence pour les prestations à fournir ou ne sont pas individuellement en mesure d'exécuter les commandes.
- » f) Les accords qui ont uniquement pour objet :
 - La vente en commun;

— Le service après vente et la réparation en commun, lorsque les entreprises participantes ne sont pas en concurrence entre elles pour les produits ou les services qui relèvent de l'accord.

» g) Les accords qui ont uniquement pour objet de faire de la publicité en commun.

» h) Les accords qui ont uniquement pour objet l'utilisation d'un label commun en vue de caractériser des produits d'une certaine qualité et auxquels tout concurrent peut participer aux mêmes conditions ».

Cette liste, exemplative et qui ne prétend pas être exhaustive, s'insère dans le cadre de l'optique de la Commission, qui considère favorablement la coopération entre petites et moyennes entreprises, dans la mesure où elle met celles-ci en état de travailler d'une façon plus rationnelle et d'augmenter leur productivité et leur compétitivité par un marché élargi.

Notre optique en ce qui concerne les organisations internationales va plus loin, puisqu'il s'agit de les aider à assumer leur mission de service et de progrès pour l'ensemble de la communauté humaine.

Quelques exemples

Quel meilleur exemple pourrions-nous prendre que le rappel de la création, à l'initiative de l'Unesco en septembre 1947, d'un organisme, ignoré par beaucoup et qui pourra leur paraître étonnant en fonction de l'état d'esprit actuel d'un bon nombre des Etats membres de l'Unesco à l'égard des OING.

Cet organisme est le Conseil international temporaire pour le relèvement de l'éducation, le TICER, qui groupa 31 organisations internationales non gouvernementales (avec comme membres associés plus de 700 organisations nationales), qui fut pourvue d'un secrétariat par les soins de l'Unesco et qui dans les trois années de son existence, qui prit fin en 1950, procura des équipements et des services estimés à cent millions de dollars.

Très différent à tous égards du TICER, un autre exemple d'association momentanée est la mise au point conjointement par la Fédération internationale des ingénieurs-Conseils et la Fédération internationale du Bâtiment et des Travaux Publics des « Conditions de Contrat destinées à être utilisées dans les travaux de construction de Génie Civil faisant appel à des entreprises de rang international ». Ce Contrat-type fut adopté par les deux organisations le 29 août 1957.

Donnons encore deux autres exemples d'associations momentanées de caractère particulier et très récents ceux-ci.

L'Union des Associations Internationales et la Fédération internationale de Documentation viennent de créer un « Comité spécial Documents de travail des congrès », dont la durée d'existence ne dépassera pas trois ou quatre mois et dont la mission est de mettre au point, à l'usage de ceux qui organisent des réunions internationales, des recommandations pratiques concernant les documents diffusés avant l'ou-

Fédération Internationale
des Ingénieurs-Conseils
Langstrasse 64
Zurich (Suisse).

Fédération Internationale du
Bâtiment et des Travaux Publics.
9 , rue La Pérouse
Paris (France).

CONDITIONS DE CONTRAT

(INTERNATIONAL)

POUR TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE GÉNIE CIVIL

MÉMORANDUM ANALYTIQUE

verture de celles-ci, les documents distribués pendant les réunions et les compte rendus publiés après les réunions. Pour souligner le caractère temporaire de ce Comité et son but précis, tous ses documents portent en-dessous de son intitulé l'indication « Association momentanée : Union des Associations Internationales - Fédération internationale de Documentation », appliquant ainsi l'obligation imposée aux associations momentanées régies par le Code de Commerce de Belgique, sans y être évidemment soumis lui-même mais en raison de la clarté découlant de cette mention. Ajoutons que la création de ce Comité spécial a été suscitée par les échanges de vues entre organisations internationales qui ont eu lieu durant le 5e Congrès international sur l'organisation des congrès, à Barcelone en mai 1970, qui était lui-même convoqué et préparé en association momentanée par les trois organismes suivants : l'Union des Associations Internationales, l'Association internationale des Palais du Congrès et le Palais des Congrès de Barcelone. Il est vrai que les deux premiers organismes avaient déjà été associés pour la préparation des quatre congrès similaires précédents. Peut-être cette dernière formule d'association momentanée mais renouvelée est-elle moins nette que celle poursuivant un but strictement délimité et temporaire.

Le second exemple est celui du Comité de coordination dont la création vient d'être recommandée lors d'une réunion tenue à Bremen les 12 et 13 janvier 1971 et qui grouperait les délégués des syndicats des divers pays d'Europe qui représentent les travailleurs employés à la construction des avions « Concorde » et d'« Airbus » et dont la sécurité de l'emploi préoccupe ceux qui ont adopté cette recommandation.

Mais les deux cas sans doute les plus remarquables d'associations momentanées entre organisations internationales sont ceux du Comité spécial de l'Année Géophysique Internationale (1957-1958) et du Comité spécial des Années Internationales du Soleil Calme (1964-1965).

L'Année Géophysique Internationale

Le premier est sans conteste le plus important des deux, non seulement parce qu'il constituait une innovation mais aussi par l'ampleur des moyens mis en œuvre et par son activité.

Nous ne chercherons pas à décrire la nature

scientifique de celle-ci, qui consistait en un programme mondial d'observations simultanées des phénomènes géophysiques pendant la période d'août 1957 à décembre 1958, c'est-à-dire quand l'activité solaire atteindrait un maximum. Ce qui nous intéresse particulièrement ici, c'est sa naissance, sa structure, son dispositif, son fonctionnement et sa dissolution. Retraçons rapidement son origine. Elle se trouve dans une suggestion faite le 5 avril 1950 à un petit groupe de savants américains par le Dr. L.V. Berkner, qui s'inspirait des opérations effectuées durant les Première (1882-1883) et Seconde (1932-1933) Années Polaires et proposait la réalisation d'une Troisième Année Polaire.

Au cours de l'été 1950, le Professeur S. Chapman et le Dr. L.V. Berkner présentèrent officiellement cette proposition à la Commission Mixte



Sigle de l'année géophysique internationale adopté en 1955, illustrant les articles et les instruments de l'AGI dans la plupart des régions du monde. Le sigle représente la terre partiellement éclairée et partiellement dans l'obscurité, pour indiquer l'influence du soleil sur la terre. La terre est encerclée par l'orbite d'un satellite afin d'indiquer l'esprit d'avant-garde de cette entreprise de l'année géophysique internationale, qui en 1955 était espoir et non certitude.

de l'ionosphère, créée par le Conseil International des Unions Scientifiques (CIUS) sous l'égide de l'Union Radio Scientifique Internationale (URSI) avec la coopération de l'Union Astronomique Internationale (UAI) et de l'Union Géodésique et Géophysique Internationale (UGGI). Cette Commission approuva et développa cette proposition. Elle élaborait un programme provi-

soire et transmet au CIUS et aux trois Unions une résolution tendant à la création en 1951 d'une Commission de l'Année Polaire Internationale pour en superviser la préparation. Le Président du CIUS, le Professeur von Murait proposa la création d'un Comité spécial du Conseil, solution plus souple qu'une commission mixte. L'idée fut approuvée par les trois Unions et chacune désigna un membre du Comité et un suppléant.

Une organisation intergouvernementale, l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), en acceptant de participer aux travaux de la Troisième Année Polaire, fit observer qu'une Année Géophysique Internationale serait plus utile, soulignant la nécessité d'étendre les observations synoptiques des phénomènes géophysiques à toute la surface de la Terre, besoin également reconnu par l'Association internationale de Météorologie et par l'Association internationale de Magnétisme et d'Electricité Terrestres. De leur côté, les Unions intéressées avaient reconnu que l'entreprise ne devrait pas se limiter aux régions polaires mais devrait comprendre les régions tropicales et les régions australes de latitude moyenne. Cette extension du programme original fut acceptée par le Comité Exécutif et par l'Assemblée Générale du CIUS au cours de leurs réunions d'octobre 1952 à Amsterdam. On décida alors la modification du nom de l'entreprise en : « Année Géophysique Internationale » (AGI) ou « International Geophysical Year » (IGY) et l'adjonction à celle-ci d'une Opération mondiale des Longitudes.

Après une réunion préliminaire du Comité spécial tenue le 6 octobre 1952 à Bruxelles, dans les bureaux du Secrétaire Général de l'URSI, M. Herbays, qui allait être nommé Secrétaire provisoire du Comité, ce Comité désigné par le CIUS et dont le siège fut fixé à Bruxelles, tint sa première réunion officielle le 13 octobre.

Il y fut décidé entre autres de demander aux organisations nationales membres du CIUS leur avis sur le programme scientifique probable de l'AGI; de les inviter à procéder à la constitution de Comités Nationaux; de tenter d'obtenir l'appui financier de l'Unesco pour l'établissement d'un Secrétariat central à partir de 1955; et d'élargir la composition du Comité en raison de l'étendue de l'entreprise. La nécessité d'un élargissement du Comité avait été admise déjà par le Bureau du CIUS, mais celui-ci avait préféré

lui donner comme première tâche de servir d'intermédiaire entre les Unions qui proposeraient le programme de travail et les Comités nationaux qui l'exécuteraient. Il avait toutefois coopté le Professeur J. Van Mieghem, comme représentant de l'OMM, au Comité spécial de l'AGI qui comprenait le Dr. Berkner (URSI), le Dr. Joyce (UGGI), le Dr. Nicolet (UAI) et M. Herbays (URSI) qui était le « convenor ». Le Bureau du CIUS approuva en février 1953 l'élargissement du Comité spécial et en mars 1953 celui-ci comprenait trois personnalités de l'UAI, trois de l'UGGI, trois de l'URSI, un de l'UGI, deux de l'OMM et deux du CIUS. De plus, douze observateurs représentant neuf pays assistaient le Comité dans son travail scientifique. En fait, l'idée fut de le composer davantage de savants convaincus de la valeur de la tâche à réaliser que de délégués d'organismes ou de nations.

Le Comité spécial ainsi élargi tint sa première réunion au Palais des Académies à Bruxelles du 30 juin au 3 juillet 1953. Y assistaient aussi le Secrétaire de l'Association internationale de Magnétisme et d'Electricité Terrestres et le Secrétaire de la Commission Mixte de l'Ionosphère. Le Comité nomma comme Président le Professeur S. Chapman, comme Vice-Président le Dr. L.V. Berkner et comme Secrétaire Général le Dr. M. Nicolet avec effet au 1^{er} novembre, date à laquelle expirait le mandat de Secrétaire provisoire du Colonel Herbays. On désigna un Comité des Finances, un Comité de revision des Recommandations et un Comité des Jours mondiaux, comprenant essentiellement le Président, le Vice-Président et le Secrétaire Général du Comité spécial.

Entre temps, le Bureau du CIUS avait accepté d'étendre la durée de l'AGI en la portant d'août 1957 à décembre 1958, durée qui fut ultérieurement portée de juillet 1957 à décembre 1958. Les Comités nationaux étaient formés pour formuler des suggestions quant aux programmes d'observations à entreprendre pendant l'AGI et pour considérer quelle contribution effective ils pourraient apporter à l'entreprise. Comme le Secrétaire Général du CIUS, M.A.V. Hill, l'écrivait le 21 octobre 1952 au Professeur Auger, Directeur du Département des Sciences Exactes et Naturelles de l'Unesco :

« Les phénomènes déjà sélectionnés pour les observations sont principalement atmosphé-

ques : vents et marées dans la haute atmosphère, orages ionosphériques et leur corrélation avec les perturbations solaires; et les phénomènes spectraux associés tels que les aurores et la lumière du ciel nocturne.

» Les observations seront effectuées suivant les recommandations des Unions Internationales — qui créent les Comités Spéciaux à cet effet — soit par des observatoires permanents soit par des stations de campagne, tant dans les régions polaires que dans la zone équatoriale. L'analyse des données fournira des connaissances nouvelles sur les processus de la circulation et des perturbations atmosphériques à l'échelle planétaire.

» Un Secrétariat Central chargé d'assurer une normalisation convenable des programmes des pays par rapport au programme mondial, de la réception et de la corrélation des données obtenues par les nombreuses stations d'observations engagées dans l'entreprise, sera essentiel.

» Le Secrétariat fonctionnerait pendant une période d'au moins six ans, de 1955 à 1960, s'il doit remplir cette double mission :

- (a.) avant l'Année Géophysique proprement dite, assurer la distribution géographique convenable des stations d'observations et l'uniformité des méthodes et de l'équipement;
- (b) pendant et après l'année spéciale 1957-58, réduire sous une forme standard les données recueillies de par le monde, et ensuite les mettre en corrélation afin de donner une image cohérente des phénomènes observés ».

Le Comité Spécial de l'Année Géophysique Internationale — le CSAGI — tint sa seconde réunion plénière à Rome du 30 septembre au 4 octobre 1954. A ce moment, trente-six nations avaient déjà formé des Comités nationaux. D'autre part, l'URSS, qui n'était pas encore membre du CIUS, acceptait de participer à l'AGI et ses représentants annonçaient que l'Académie des Sciences de l'URSS encouragerait d'autres nations à participer à l'AGI. Il faut ici souligner la possibilité qu'offre la formule d'une association momentanée pour établir un pont entre des nations opposées sur le plan politique, même en période de tension particulière, comme c'était le cas pendant l'AGI, avec la persécution Mac-carthyste aux Etats-Unis et les événements internes en URSS lors de la fin de la période stalinienne.

Sans même chercher à résumer l'œuvre scientifique" de l'AGI, signalons qu'une attention particulière fut accordée à la distribution géographique des stations d'observation projetées ou recommandées, que l'organisation d'un vaste programme d'observations dans l'Antarctique constitua une partie importante du programme de l'AGI adopté à la troisième réunion plénière de satellites artificiels de la Terre équipés d'instruments scientifiques qui pourraient étendre les informations recueillies sur les couches supérieures de l'atmosphère à l'aide de fusées. C'est en réponse à cette suggestion que les Etats-Unis annoncèrent le 29 juillet 1955 et l'URSS le 11 septembre 1956, leur intention de tenter le lancement d'un satellite artificiel de la Terre. Celui-ci figure dans le symbole graphique de l'AGI adopté à la troisième réunion plénière du CSAGI, qui se tint à Bruxelles du 8 au 14 septembre 1955.

Parallèlement à celle-ci, il y eut une réunion d'un organisme consultatif composé de représentants des Comités de participation. La création du Conseil Consultatif de l'Année Géophysique Internationale, l'ACIGY (Advisory Council for the International Geophysical Year) avait été proposée par le Bureau du CSAGI et adoptée par le Comité Exécutif du CIUS en mars 1955. La mission de l'ACIGY, qui était composé d'un représentant de chaque pays participant à l'AGI, consistait à conseiller et à assister le CSAGI sur des questions générales concernant l'AGI, différentes des questions techniques au sujet desquelles le CSAGI était directement conseillé par les groupes de travail des différentes sections du programme. Parmi ces questions générales pouvaient figurer des problèmes d'aides mutuelles que les nations participantes pourraient se rendre pour faciliter la réalisation du programme. Des discussions bilatérales entre nations intéressées fixeraient les arrangements relatifs à une telle coopération, dont le CSAGI ne désirait pas s'occuper voulant demeurer un organisme strictement non-politique. Des conférences régionales (Antarctique, Arctique, Hémisphère Occidentale, Europe Orientale) furent organisées. Le CSAGI désigna un Secrétaire adjoint pour l'Antarctique qui fut nommé en la personne de M. G.R. Laclavère. Sans en nommer pour d'autres régions géographiques, il laissa au Secrétaire Général, avec l'approbation du Bureau et du Comité des Finances, le soin de déléguer

n'importe quelle partie de ses responsabilités à des Secrétaires adjoints. Un Editeur Général des publications de l'AGI, Sir Harold Spencer Jones, fut nommé par le Comité des Publications. Il établit en 1956 un « Publication Office » à la Royal Institution à Londres et entreprit des négociations avec des maisons d'édition en vue du projet de contrat sur les publications de l'AGI. En juillet 1956, le Bureau du CSAGI désigna un coordinateur des opérations, Sir Archibald Day, avec mission d'exécuter certains travaux d'organisation. En effet, le nombre sans cesse croissant des pays participant à l'AGI entraîna une augmentation considérable du travail du Secrétariat Général.

Une conférence spéciale sur les fusées et les satellites, la quatrième réunion du CSAGI, et la seconde réunion de l'ACIGY se tinrent à Barcelone du 10 au 15 septembre 1956, auxquelles prit part la Chine communiste. A la suite d'une longue discussion sur l'établissement des Centres Mondiaux des Données chargés de la réception, de la conservation et de la distribution des données recueillies pendant l'AGI, le CSAGI autorisa l'établissement de trois centres, chacun de ceux-ci étant international en ce sens qu'il serait au service de tous les pays et de tous les organismes scientifiques. Les offres des Comités nationaux des Etats-Unis et de l'URSS d'établir et d'organiser un Centre Mondial des Données furent acceptées : un troisième Centre devait se composer de plusieurs centres situés dans différents pays, rassembler les données de certaines disciplines et comprendre un certain nombre de Centres Internationaux existants. Il fut soutenu conjointement par onze pays.

Ceux qui désirent en savoir plus long sur cette fantastique association momentanée que fut l'Année Géophysique Internationale pourront consulter les 10 volumes des « Annals of the International Geophysical Year » publiés par Pergamon Press et dont le volume I (1959) contient (pp. 415-446) un article de Sir Harold Spencer Jones sur l'origine et le développement de l'AGI.

Avec l'aide de cet article, nous avons essayé de faire ressortir la genèse institutionnelle de cette organisation non gouvernementale temporaire et ses rouages. Il est remarquable qu'elle soit née d'une propo-

sition d'un homme inspiré par deux entreprises anciennes, l'une vieille de 67 ans et l'autre de 25 ans, proposition approuvée successivement par un groupe de quelques personnalités d'un pays, puis par une Commission internationale et ses associations internationales membres, ensuite par le Conseil Exécutif et l'Assemblée générale de l'institution internationale mère, pour s'articuler enfin en un mécanisme composé d'un noyau central et d'organes annexes réduits au minimum compte tenu de l'ampleur de l'entreprise.

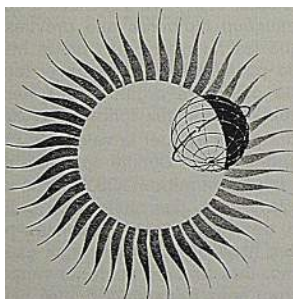
Elle mobilisa 67 nations, une vingtaine d'institutions internationales non gouvernementales et intergouvernementales, et des centaines de centres nationaux. Malgré un climat de guerre froide très prononcé, elle fit travailler ensemble des nations qui n'avaient plus de relations entre elles.

Dans un article paru en janvier 1959 dans la revue du CIUS, le Professeur Sidney Chapman, Président du CSAGI déclara : « December 31, 1958 saw the end of the great enterprise of geophysical and solar observation known as the International Geophysical Year (IGY). As it began on July 1, 1957, the « Year » was of generous length, eighteen months. The scope of the enterprise was immense, and its success was remarkable. It engaged the co-operation of sixty-seven nations, of diverse race, color, religion and political organization. All these joined freely and harmoniously together in the scientific study of the earth and the sun. It gave proof that however many and serious are the political problems that trouble the human race, it is possible for the nations to work together in a great enterprise planned for the common good. Thus by example it was an encouragement to peaceful co-operation also in other fields of activity. The simplicity of the essential purpose of the IGY made a strong appeal to the many governments throughout the world, and gained for it generous financial support. It received wide publicity by press, radio, and considerable part of the general public. It led to a scientific study and exploration of the Antarctic continent on a scale beyond all previous endeavor. It opened a new era in the history of humanity, by stimulating the launching of earth satellites. This undoubtedly marked a notable step towards space travel, and a

beginning of great new advances in the scientific study of the cosmos ». Le financement fut assuré par trois sources principales : le Conseil international des Unions Scientifiques (\$ 40.000), l'Unesco (\$ 85.000) et les contributions des nations participantes (\$ 166.081) dont \$ 45.000 de l'URSS et \$ 75.000 des Etats-Unis; tous ces chiffres valant jusqu'à la fin de décembre 1958.

Mais si les dépenses totales pour le secrétariat, les réunions et les publications de l'Année Géophysique Internationale se sont élevées approximativement à \$ 250.000, on estime que l'ensemble des dépenses de l'entreprise, y compris les activités réalisées et supportées par les nations et centres participants, a dépassé un billion de dollars.

Et surtout, il faut songer que des dizaines de milliers de savants et leurs assistants ont pris part à l'opération AGI, y consacrant des travaux supplémentaires dans leur œuvre scientifique, dans les comités, comme auteurs ou comme correspondants, pendant les six années de préparation, les 18 mois de réalisation et l'année d'achèvement du rassemblement, de l'analyse et de la publication des résultats.



Les Années Internationales du Soleil Calme

Nous résumons plus brièvement les données relatives à la seconde association momentanée scientifique, celle des Années Internationales du Soleil Calme (1964-1965), en utilisant le rapport : « The IQSY Programme : Planning and

Organization » (4) rédigé par le Dr. C.M. Minnis, Secrétaire du Comité spécial pour les Années Internationales du Soleil Calme, de 1962 à 1967, actuellement Secrétaire Général de l'URSI. Celui-ci a bien voulu nous commenter cette entreprise comme le Dr. M. Nicolet avait accepté de nous parler du CSAGI, dont il avait été pendant sept ans le Secrétaire Général. Nous leur en sommes extrêmement reconnaissants. L'origine de la seconde entreprise est intéressante à noter et trouve sa source dans la finale de la première.

Le Comité International de Géophysique (CIG), un Comité inter-Union administré au nom du CIUS par l'Union internationale de Géodésie et de Géophysique, se vit transférer les responsabilités restantes du CSAGI à sa dissolution après les opérations de l'AGI. A sa seconde réunion, en mars 1960, le CIG reçut du Dr. N.V. Pushkov la proposition de réaliser des observations géophysiques complexes coordonnées par les pays durant la période de l'activité solaire minimum attendue pour 1964-1965.

Un rapport fut présenté par le Professeur Beynon à Paris en janvier 1961 à la troisième réunion du CIG qui adopta une résolution favorable, approuvée à son tour par l'Assemblée générale du Conseil international des Unions scientifiques à Londres en septembre 1961. La quatrième réunion du CIG à Paris en mars 1962 décida la création d'un Comité pour l'organisation de l'Année Internationale du Soleil Calme, dont le Secrétariat serait établi à Londres avec la collaboration de la Royal Society, et recommanda que l'IQSY (International Quiet Sun Year) commençât le 1^{er} avril 1964 et se terminât le 31 décembre 1965. Cette durée allait à la fin de l'année 1962 être portée à deux années complètes et en conséquence le titre fut modifié en Années Internationales du Soleil Calme. D'abord partie intégrante du CIG, puis devenu à partir de novembre 1963 Comité spécial indépendant, du CIUS, il comprenait : 1) un Bureau composé de quatre personnes : un Président et trois Vice-Présidents représentant les quatre Unions intéressées (URSI, IUPAP, IUGG et IAU); 2) des membres représentant huit différentes disciplines (Discipline Reporters); 3) un maximum de quatre représentants régionaux; 4) des représentants de quatre organisations intergouvernementales et enfin 5) ex-officio le Secrétaire

Général et Trésorier du CIUS, le Secrétaire du CIG et le Secrétaire de l'IQSY.

Estimant que malgré le caractère scientifique des responsabilités du Comité IQSY, il ne manquerait pas de surgir de nombreux problèmes de caractère non-scientifique, la première Assemblée IQSY décida d'inclure dans le Comité deux membres administratifs.

Il faut souligner le fait que tous les membres étaient nommés à titre personnel et n'agissaient pas comme représentant national de leur pays. Cependant un excellent équilibre géographique fut atteint, puisque les quarante et une personnes qui firent partie du Comité appartenaient à dix-neuf nations différentes.

Les membres du Comité représentant les huit disciplines scientifiques différentes (Discipline Reporters) purent s'appuyer chacun sur un Groupe consultatif, formé par une ou plusieurs des Commissions existant au sein des Unions scientifiques, ce qui renforçait les liens existant entre celles-ci et le Comité par le fait que les membres du Bureau représentaient comme tels les quatre Unions associées.

Le Comité spécial, de l'IQSY se réunissait une fois par an et le Bureau deux fois par an. Lors des réunions, le personnel du Secrétariat était légèrement augmenté et pour cause puisque le Secrétaire du Comité n'était secondé que par deux personnes.

La tâche principale du Secrétariat fut sans doute d'établir et de maintenir le contact avec les 71 Comités nationaux participants, lesquels, comme pour l'Année Géophysique Internationale, étaient responsables des programmes nationaux et coordonnés d'observations, dont l'ensemble constituait le véritable programme scientifique de l'IQSY.

De plus le Secrétariat avait la responsabilité de préparer et de distribuer les 21 bulletins (IQSY Notes) et les 10 Manuels d'instruction (IQSY Instruction Manuals) qui furent publiés entre juillet 1962 et décembre 1967. Le Secrétaire du Comité, le Dr. Minnis, rédigea aussi le premier des 10 volumes des Annales (Annals of the IQSY); la suite fut confiée après le 31 décembre 1967 au Dr. Stickland qui avait été Secrétaire et Rédacteur en chef de l'Institute of Physics et de la Physical Society de Londres. Les dépenses entraînées par l'organisation centrale de l'IQSY, au total \$ 224.000 de 1962 à 1967 — dont 44 % seulement pour les dépenses du

Secrétariat grâce à la mise gratuite des locaux et du mobilier à la disposition de celui-ci par la Royal Society de Londres — furent couvertes pour 72 % par les comités nationaux participants et leurs organismes apparentés. D'autre part 9 % des recettes provinrent du CIUS et des quatre Unions scientifiques. Enfin les contrats conclus avec l'Unesco à partir de 1963 représentent 16 % des recettes. Les dépenses d'impression des Bulletins et Manuels absorbèrent 10 % du budget et celles des Annales 29 %.

On estime que ce budget des dépenses d'organisation centrale ne représente qu'un pour cent du coût total de fonctionnement des nombreuses stations et observatoires travaillant avec les 71 comités nationaux pour le programme de deux ans d'observations. Pour faciliter les opérations de recettes et de dépenses dans les devises différentes, des comptes furent ouverts dans quatre banques, respectivement à Londres, à Washington, à Moscou et à Bombay.

Le poste « Réunions » dans le budget de l'IQSY s'éleva seulement à \$ 28.391, donc à 13 % des dépenses, malgré qu'il fut tenu six assemblées de l'IQSY, 5 réunions du Comité spécial, trois réunions des « Disciplines Reporters », 13 réunions du Bureau et 10 réunions des sous-comités, rédacteurs, etc... Les dépenses à cet égard furent beaucoup moindres que prévues, grâce au fait que les membres du Comité trouvèrent souvent la possibilité de faire payer leurs frais de voyage par leurs organisations nationales, sans devoir recourir aux fonds de l'IQSY. Il serait difficile d'évaluer la valeur de l'information du public que le Comité spécial a pu obtenir pour faire connaître l'IQSY grâce au concours de la presse, des chaînes de radio et de télévision, des revues, etc... Plusieurs pays ont produit des films décrivant certains aspects du programme. Des timbres poste se rapportant à l'IQSY furent émis dans vingt-quatre pays. Ces informations sur l'association momentanée qui mena à bien l'étude dite des Années Internationales du Soleil Calme sont un nouvel exemple de ce que peut apporter la formule de la coopération temporaire entre organisations internationales au sujet d'un objectif bien précis. Nous avons cherché, en choisissant autant que possible à son sujet des données d'un ordre différent de celles fournies pour l'action du

Comité spécial de l'Année Géophysique Internationale, à faire mieux connaître les méthodes et les rouages de ces deux entreprises remarquablement exemplatives. Leurs responsables nous ont souligné que les principales exigences de succès sont le choix d'un sujet aussi bien délimité que possible et la collaboration personnelle des individus. Au-delà des organisations associées, il faut atteindre les hommes convaincus de l'intérêt de la tâche à remplir. Le fait que celle-ci ait un caractère limité dans le temps est un facteur propre à créer l'enthousiasme indispensable.

Il est vrai peut-être que l'on n'a pas prêté assez d'attention à l'usure que provoquent les entreprises permanentes.

Conclusions

Nous pensons que la formule des associations momentanées peut représenter pour les organisations internationales non gouvernementales ce que la formule des expositions temporaires a représenté pour les musées : une source de vie et de renouvellement pour elles-mêmes et leurs membres.

De plus, vis-à-vis de l'extérieur, les associations momentanées offrent le double attrait de se présenter comme une œuvre essentiellement de coordination et de collaboration entre organismes et comme une œuvre dont on voit la fin avant même de commencer. L'extérieur, c'est le crédit moral accordé aux organisations internationales non gouvernementales par le grand public aussi bien que par les instances gouvernementales ou intergouverne-

mentales. C'est aussi les sources diverses de financement autres que les cotisations de membres, auxquelles les organisations internationales non gouvernementales sont susceptibles de faire appel.

Comme nous espérons l'avoir montré dans cet article, les dimensions et les durées des associations momentanées peuvent être fort différentes. Les unes peuvent être ce que l'on appelle dans le langage de l'Unesco des projets majeurs; d'autres des entreprises bilatérales très modestes.

Nous avons, en commençant, donné l'exemple du monde des affaires et nous avons suggéré aux organisations internationales non gouvernementales de suivre plus attentivement les évolutions qui surviennent dans le monde des entreprises économiques.

Ceci ne veut pas dire qu'il faille les copier servilement ni abandonner l'esprit de progrès général et de service, qui font peut-être des organisations internationales les véritables précurseurs du monde solidaire de demain, surtout dans la mesure où elles auront su en même temps assimiler les structures et les instruments de la nouvelle civilisation technique.

- (1) Bibliothèque de l'Ecole Supérieure des Sciences Fiscales. Problèmes fiscaux de la coopération entre entreprises indépendantes de pays différents. Bruxelles - Etablissements Emile Bruylant 1970 - 395 p.
- (2) G.P. Speeckaert. Les efforts systématiques de coopération entre organisations internationales non gouvernementales. In Associations Internationales, janvier 1957, pp. 26-36.
- (4) IQSY, volume 6, Paper 1, pp. 1-41.

English summary of the article (p. 205) :

TEMPORARY ASSOCIATIONS » OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

Similarities existing between business enterprises and INGOs have been pointed out from time to time in this magazine. In recent years more and more companies have merged; this fact was recognized by a special law in French legislation in 1967. The international non-profit organizations would be wise to study closely the methods adopted by international business organizations. A study by the UAI in late 1970 shows that a proportion of INGOs would be interested in the adoption of a system of ad hoc association, by setting up international organizations or committees for a specific single task, and hence for a limited time period. (These « temporary associations » should not be confused with permanent NGO groups, or with the type of « potential association » discussed in the March 1971 issue of this magazine). M. Speeckaert discusses several « temporary associations » set up between INGOs. He gives special attention to very important temporary associations between INGOs — the Special Committee of the International Geophysical year (1957-58) and the Special Committee of the international Years of

the Quiet Sun. The IGY, inspired by two older groups, the first and second Polar Years, was proposed by Dr. L.V. Berkner, approved by a group of individuals, later by an international Commission, then by the executive organs of the International Council of Scientific Unions. IGY's structure was that of a central nucleus and a very small number of organs. Sixty seven nations, more than 20 INGOs and IGOs, as well as over a hundred national centers were thus mobilized, permitting nations which had no other relations with one another because of the Cold War to work together. Seventy-one national committees participated in the International Year of the Quiet Sun, the other important example of INGO temporary association. Mr. Speeckaert gives a brief description of the organization, a short history, and budgetary figures. He concludes that the very temporary character of these « temporary associations » is a factor in creating enthusiasm for them. Would they not indeed be to INGOs what temporary exhibitions are to museums — a source of rejuvenation for themselves and for their members ?

Changing Values

by Arnold MITCHELL *

I'd like to discuss some far-reaching business and social implications of changing American values. I should say at the outset that I regard value change as the key to America's future. I hope to share with you my sense of where we can go as individuals, as businessmen, and as a nation—if we are wise enough and dedicated enough.

My remarks have four main parts :

1. First, I'll suggest a framework for values.
2. Second, we'll look at the probable directions of value change.
3. Third, we'll examine some of the marketing implications of such changes.
4. Fourth, we'll conclude by discussing some crucial societal implications of the changes.

A Framework

In order to think usefully about values and value change we need a framework within which to categorize values. This framework should be direction-giving and comprehensive; it should apply to all men, in all places, at all times. In short, we need a theory of human growth that reflects the upward surge from infantile to mature, from distrust to love, from rigidity to flexibility, from constraint to freedom, from outer to inner concerns, from fear to confidence, from tunnel vision to a global, and even a cosmic, view of the world.

Instead of using any of the numerous detailed schemes of human growth published in the literature, I think it more useful for our present purposes to use a broad-gauge, three-pronged analysis that is soundly based on psychological theory. I am indebted to Dr. Robert E. Kantor of

SRI's Educational Policy Research Center for the following categories.

Dr. Kantor suggests that Americans can be broadly divided into three kinds of people, each with markedly different sets of needs, values, and beliefs.

The first of these might be called the man-against-society model. Life is seen as a perpetual, inevitable, unresolvable clash between the individual and society. Struggle, conflict, fear, and anxiety mark people at this developmental level. At best, life is like a Las Vegas gambling table—whatever I win is at someone else's expense and the odds are stacked against me.

The central needs of people at the man-against-society level revolve around survival and security. They particularly value economic and physical well-being, solidarity, status quo, law and order. Because they see the world in terms of loss, they prize the « extras » like a big car or flashy clothes; for this same reason they will not defer gratifications. Their beliefs are likely to reflect creationist or even animistic doctrines. Commonly they are « blindly » religious, and often full of taboos and totems.

The second kind of personality centrally seeks homeostasis, or stability with the environment. Life is seen as an attempt to reach equilibrium and consistency. If one can get what one wants, life is predictable and good. In contrast to the first model, the homeostatic person thinks life has a real chance of being satisfactory.

Central needs of this stage are those to belong and to have the esteem of others. Such people are likely to be materialistic, conforming, competitive, outer-directed, hard working, possession-conscious, stereotyped, achieving. Their beliefs are geared to the here and now, pragmatic, and strongly behavioristic.

The third group might be called the unfolders. To these highly developed people there is but one great force in life and that is the full expres-

* The author is Senior Social Economist at the Stanford Research Institute, Menlo Park, California. Reprinted from The International Advertiser vol. 12, no. 1, pages 5-9, 1971. Originally an ANA seminar presentation.

sion of the person himself. Conflict, although it sometimes occurs, is neither continuous nor necessary. In this condition man is, or should be, in harmony with his own nature and with the natural world around him.

Core needs of the unfolders are to be fully human or self-actualizing. They value the individual, the universal, the creative. They are self-reliant, highly integrated, democratic, in touch with themselves. They are drawn on by a sense of what could be. The beliefs of these people, are often humanistic; sometimes motivated by feelings of reverence, awe, and beauty, they achieve a sense of transcendence akin to what Huxley called the « perennial philosophy ».

These three schemes should be thought of as a nesting series, or a hierarchy. Only when one has overcome the man-against-society syndrome can one move to the wider horizons of the homeostasis view, and only when that has been lived out is the still larger vision of the unfolders possible.

Given this three-level analysis, it is of interest to apportion the American population in those terms.

I'd guess that 25 % of Americans today operate at the man-against-society level. These are largely the disenfranchised, the minorities, the poor, and the unsuccessful.

I'd guess that 65 % or 70 % of the population are basically homeostasis people. This group includes the middle and upper classes—the groups that run the nation. These are the enfranchised.

In the unfolding category I'd put perhaps 2 % or 3 % — certainly not over 5 %. Unfolders are found in every walk of life, in every occupation, with every type of interest. In one area, however, I'd guess unfolders are clustered. I believe that many college students rebelling against « establishment » values they see as authoritarian, materialistic, technologic, and needlessly unresponsive to people are in the process of acquiring an unfolding view of life. I think a second, less obstreperous but equally important, cluster occurs among business, governmental, professional, and world leaders. These are men who lived much of their lives in, but have passed through, the homeostasis phase and have arrived at a *larger* view of what man is, can be, and will become. These men are the realistic dream-

ers — the people who have a mission that is at once practical and Utopian, held with conviction and yet flexible, or, as Sandberg said of Lincoln, hard as stone yet soft as drifting fog.. These people know who they are. I hope you recognize the description !

This brings me to the second portion of my comments : What are the likely directions of value change ?

Directions of Value Change

It is my hope, and my belief, that more and more Americans will take on the values of the unfolders and fewer and fewer will embrace the man-against-society pattern. I look for perhaps 15 % or 20 % of Americans to become unfolders within the coming generation. If this happens, this nation will be launched upon a societal phase-change of momentous proportions. One analogy that comes to mind is that of a super-saturated solution. In its undisturbed state it appears precisely as it always has. But drop a crystal into it anywhere and almost instantly it takes on quite another state. The change is one of kind, not degree.

Another analogy, drawn from history, is the change from the theological viewpoints of the Middle Ages of the Protestant ethic. Catholic theology held that man received the world only through God's emissaries on earth. Martin Luther taught that each man had direct access to God. This momentous shift—this elevation of the position of Western man in the cosmic scheme of things—quite changed the course of history. Men were freed to explore and even tamper with natural law. They were at liberty to pursue their own interests, not only those specified by holy word. Soon new churches and new universities were founded because the old no longer seemed relevant. Before long Bacon outlined the principles of the scientific method. By the early 1800's industrialism had proceeded so far that Blake denounced England's « dark, satanic mills. » And that was only the beginning, as we all know.

I am suggesting that a societal phase change of similar magnitude may be in the making today, on the campus, in the ghetto, and in the councils of government and business. The point is simple : So many of us have « made it » in material terms that we are ready for a change.

VALUE TRENDS IN THE WORK WORLD

Declining	Emerging
Status Achievement	Self-Expression Achievement
Hard Work a Virtue	Rewarding Work a Virtue
Institutional Leadership	Political and Individual Leadership
Group Control	Individual Control
Authoritarianism	Participation
	Experimentation

Figure 1

National unrest , widespread alienation from traditional views, and a rise in radicalism are surely harbingers of social innovation.

There are other signs of change. I shall mention five of them briefly.

First, like the sorcerer's apprentice, we seem not to know how to stop the negative side-effects of what technology has set in motion. Instead of the omniscience we once hoped for from science and technology, we have wound up with a vague sense of powerlessness and uncertainty. Our huge capacity to control physical processes perhaps has led to a cornucopia Utopia—but it turns out not to be what men have dreamed of through the ages. In short, we cannot live by technology alone.

Second, the attitudes that served us well while we built the greatest industrial states of all time are outmoded. As a consequence, age-old values are in the process of change . In the work

world shifting values pose real problems to management. Figure 1 shows a half dozen. So it is also in the cultural scene (Figure 2). Values such as self-actualization, capacity for joy, sensualism, individualism, are coming to the fore, again because old standards no longer fit. I think it safe to say that these emerging values are spawned by frustration with what is and a hope, if not a vision, of what can be.

Third, we are searching out new organizational philosophies—philosophies that attempt to bind together the severe fractures that scar this nation today. Four such basic changes are listed in Figure 3. Ultimately, I am sure, we shall have to extend our organizational thinking to a world view.

Fourth, we are forced to alter what has been called « ecological strategies » (Figure 4). Our old ways of doing things simply are not comprehensive enough to deal with the run-away

VALUE TRENDS IN THE CULTURE

Declining	Emerging
Belonging	Self-actualization
Endurance of Distress	Capacity for Joy
Puritanism	Sensualism
Status Quo-ism	Acceptance of Change
Racism	Equality, Shared Power
Conformity	Individualism

Figure 2

TRENDS IN ORGANIZATIONAL PHILOSOPHIES

Declining	Emerging
Mechanistic Forms	Organic Forms
Competitive Relations	Collaborative Relations
Separate Objectives	Linked Objectives
Own Resources Regarded as Owned Absolutely	Own Resources Regarded Also as Society's

Figure 3

TRENDS IN ECOLOGICAL STRATEGIES

Declining	Emerging
Responsive to Crisis	Anticipative of Crisis
Specific Measures	Comprehensive Measures
Requiring Consent	Requiring Participation
Short Planning Horizon	Long Planning Horizon
Damping Conflict	Confronting Conflict
Detailed Central Control	Generalized Central Control
Standardized Administration	Innovative Administration
Separate Services	Coordinated Services

Figure 4

quality—the exponential growth—that is so characteristic of our times. Once again, I am sure our ecological strategies will work best if we adopt a worldwide perspective.

Fifth and last and most important, I think we are nosing into a new view of what is possible. We are raising our sights about our potential. I think we are beginning to sense that our old goals of plenty are but a waypost—an interim step—on the highway to a higher view of man.

The implications of these basic shifts in our society are extensive indeed. They will affect our personal lives and our institutions and our governments and our judgments of the good life. They will affect every aspect of business from management, to personnel practices, to marketing strategies. I'd like now to comment on a few of these business implications as they relate to the domain of marketing.

Some Marketing Implications

In a poverty economy, the central mechanism of the marketplace can be represented by the simple equation of needs plus resources equal (or govern) the marketplace act. Needs are the deep requirements of people for sustenance, shelter, sleep, and the like. Although needs have emotional and intellectual components, in the underdeveloped society they relate largely to physical well-being.

Resources represent the individual's capacity to respond to his needs in the marketplace. Money, in our economy, is the main resource, but availability and variety of goods and their responsiveness to needs are other key resources.

As the economy prospers — as the resources of people swell relative to their physical needs—the role of values is much enhanced. People, for

the first time, are able to buy in accord with their values instead of their needs. What was once a luxury becomes an essential; the central thrust of purchasing shifts from « we need » to « we like » or « we want. » Put still another way, the « I am me » consumer, with his complex array of values, begins to emerge as the economy moves upward from the man-against-society level. Schematically this can be shown as a series of concentric circles representing core values in the center ringed by intermediate and outer values. A simple pattern will represent the value structure of the man-against-society person; the homeostasis person has a more complicated set of values, and the unfolders the most complex of all.

What this says (among other things) is that the values of the unfolders are more difficult to influence than the values of less developed people. Although the unfolders' richness of values makes it easy to touch him, at the same time a single appeal impacts upon only a tiny fraction of his total awareness. Moreover, any appeal directed to intermediate or outer values is instantly channeled inward to the core values for a sort of psychic validation. He therefore is hard to fool. This process occurs less consistently and richly in man-against-society and homeostasis people. The implications for advertisers are, of course, plain.

CORE APPEALS

Man-Against-Society

Lucky, friendly, safe, proven, familiar, direct, physical, immediate, simple, strong

Homeostasis

Belonging : conforming, popular, approved, formal, conservative

Esteem : showy, new, status, efficient, best, powerful, achieving

Unfolding

Self-expressive, genuine, aesthetic, responsive, human, sensitive, healthy, unexplored, spontaneous, creative

Figure 5

In Figure 5 I have tried to list some core appeals of the three types of people we have

been discussing. If I am right about the man-against-society type shrinking in number, some of the classic old appeals based on survival and security will decline in effectiveness.

You'll note that I have divided the homeostasis appeals into two parts, one reflecting the need for belonging and the other the need for esteem. These two are very different, since one expresses the need to fit in and the other the need to stand out. I anticipate that appeals based on belonging will diminish in power in the future considerably more than appeals based on esteem.

The big change, I believe, will be in the direction of unfolding. The people-value aspects of products and services will be in the ascendancy. Increasingly, consumers will be moved by subtle appeals reflecting psychological insight, by empathy, by overtones, by the symbolic. This is not to say that factual and measurement-oriented merchandising will lose its power, but only that the indirect will carry more weight relative to the direct.

If one uses a values approach to marketing, some key questions promptly arise. What, for example, is the « value profile » of a product ? Food, for instance, is essential at all levels of development, but as values and resources shift, patterns of food purchases change markedly. Our studies show that this is even more true of leisure time activities, participant sports equipment, education, personal finance, and savings.

Within this pattern of value-evoked changes in purchasing behavior, what are the roles of price, design, branding, and so forth ? What is the impact of emulating the pacesetter, of fads, and of undulations in fashions ? Finally, one may ask about the significance of life styles in consumer buying.

It seems to me reasonable to expect that a single value pattern can result in rather different buying behaviors, depending on the person's life style. Thus one person may express his values via individualistic achievement, another through knowledge or expertise, and still another through the inner life. I think it clear that these life styles would result in different consumer behavior.

Some Societal Implications

Let's drop back now to a larger perspective on what value change means—or can mean—

for business in our society. I am myself persuaded that business has a central part to play in creating the societal phase change I mentioned earlier. I see no reason why industry cannot be a major force in bringing out the kind of « new values » the nation requires to « invent » the kind of future we all want. After all, industry, and especially the advertising industry, is one of the principal educational forces in the nation. I'm told that today's student, at the time of graduation from high school, has spent more time in front of television than in class.

I am suggesting, of course, that every firm can, if it wishes, foster the unfolders' vision. It can, by asking of itself the big, slow, hard questions, move to amend old values that no longer are healthy for 1970. It can aid this society in creating its most precious commodity—the full human being. What we need is business for unfolding, relationships for unfolding. We should bend every effort to developing the people who can speed the phasechange to a nation of unfolders. Indeed, I believe we would be wise to view ourselves as in some sense an under-

developed nation, hopefully nearing the take-off point.

If we do not, we have but limited futures before us. Let me briefly touch on four such futures and then, sketch a final future—a future that probably cannot come to pass unless we meet with success in building an unfolding nation.

We can, if we want, construct for ourselves a resplendent cybernetic society, rich, well-regulated, impersonal, **Brave New World-ish**. Or, we can go the materialistic route and suffer, as we are now suffering, all the artifacts of industrialization. Or, remaining in the homeostatic vein, we can choose a more humanistic future, less rich and powerful than the others, but more attuned to human wants. Or we can, I suppose, even follow the path to the hippie state in which every person does « his thing » on the assumption that this will lead to the common good. To me, none of these futures is satisfactory, because too many would find no natural place in these societies. Further, none would appeal to the highest in men.



INTERNATIONAL ASSOCIATIONS, 1971, No 4. 223

I believe that we could build still another kind of future if we could raise perhaps 15 % or 20 % of our citizens to the unfolding level. These people, and only this people, could build what I call the synergy society. This is a society in which the individual by the same act and at the time serves his own advantage and that of the group. In short, virtue pays. The most basic value of the synergy society—its prime criterion for action or inaction—is the building of a working physical, social, economic, political, spiritual, and cultural ecology. It represents the ancient dream of diversity in one—a kind of colossal societal farmer's market.

In the synergy society the dominating need would be that of being fully human or self-actualizing. This implies that the lower needs, such as those relating to survival, security, belonging, or esteem are already satisfied. Central values would reflect the synergy frame of reference—the age-old but unfulfilled words : democracy, justice, equality, opportunity. Pre-dominant beliefs, I think, would naturally move toward humanism and the transcendent. There is no reason why such a society would not work, if we believe in it enough. We would have to close the gap between what we say and what

we do. We would have to believe that learning is more than facts, that truth is more than measurement, that reality is more than things. These are the stuff of the American dream. They are stated time and time again by the great figures of every age. The problem is to make them more than words. That is what all of us say we want.

The hallmark of the synergy society would be its spectrum nature. There would be room for all varieties of values and beliefs and needs as long as none puts down the others. Thus a truer portrait of the synergy society would not be a point on the chart, but a composite of many possible futures.

At one end of the spectrum would be heard the voice of the scientist extolling the beauties of exactitude, the intricacies of matter, the magic of mathematics, the power of measurement. And equally clear at the other end of the spectrum would be heard the voice of the poet saying, as e. e. cummings has said,

While you and I have lips and voices which
are for kissing and to sing with,

Who cares if some one-eyed son of a bitch
invents an instrument to measure Spring
with?

Résumé français de l'article (p. 218) :

L'EVOLUTION DES VALEURS

Tous les individus peuvent être répartis entre trois grands groupes. Ce classement même reflète l'état changeant des valeurs dans la société. Le premier de ces groupes est mené par l'homme antisocial qui voit dans la vie une lutte continue pour la sécurité. Le deuxième groupe cherche la stabilité et l'équilibre avec le milieu principal. Le troisième groupe, celui des non conformistes, est le plus développé : chaque individu veut y réaliser la totalité de son potentiel humain.

L'auteur estime que 2 à 3 % seulement des américains peuvent actuellement être classés dans le troisième groupe, mais il prévoit que 15 à 20 % de la génération suivante y entreront. Les débuts de changement sont sensibles dans l'intérêt porté par exemple pour les

problèmes de pollution, de racisme etc... et le refus des valeurs matérielles.

Ces changements influenceront la vie économique, parce que, une fois satisfaits ses besoins d'existence, l'homme achète en fonction des valeurs qu'il a choisies. Par conséquent le secteur industriel et commercial peut favoriser les valeurs de l'homme non conformiste. Si on parvient à élever un nombre suffisant d'individus à ce niveau, on pourra construire la « synergy society », c'est-à-dire une société qui sert les besoins de l'homme et de la société en même temps. L'auteur voit ce type de société tel le spectre de la lumière où les différentes catégories d'individus trouvent leur place-

PLANNING FOR THE 1960's IN THE 1970's : PART IV

*A continuation of the review of some of the implications of the SATCOM report on the United Nations in terms of the total network of organizations making up the world system and the complex network of interacting problem areas.**

by Anthony J.N. Judge

The Committee on Scientific and Technical Communication (SATCOM) was established in February 1966 by the National Academy of Sciences and the National Academy of Engineering to investigate the present status and future requirements of the scientific and engineering communication with respect to the flow and transfer of information, principally in the U.S.A. The work of the Committee is closely related to that of the Joint UNESCO-ICSU Committee for a Worldwide Science Information Service. This Report is important because of the manner in which its basic principles contrast with those of the UN Reports. The SATCOM Report is permeated by an awareness of the interdependence and variety of different types of autonomous organizations with their own interests and different but related needs and the importance of shared responsibility.

RECOMMENDATION B6

Each larger scientific or technical society or association should assist and encourage its natural subdisciplinary groups to organize for and initiate the conduct of appropriate need-group services.

Leadership in obtaining specialized services and in the management of repackaging, updating, and annotating current bibliographic files and their associated literature very frequently will have to rest with subdisciplinary groups. In engineering, for example, estimates suggest 200 such groups, with varying degrees of overlap, whose efforts, if mobilized toward these ends, could greatly enhance the development and provision of such services.

A salient point with regard to need-group services is that information must be transferred in usable form, which is not the same as simply disseminating

* parts I, II, and III of this series appeared in « International Associations » in 1970.

documents. The information must be recast into the language of the professional community through such media as brochures, specifications, performance and characteristics compilations, standards, and handbooks. Often, it also must be conveyed personally if effective transfer is to take place. And here the traditions and institutions of the individual professions must determine the most suitable arrangements.

In medicine, there are several ways in which a highly motivated practitioner may get the information he needs to keep up with advances and to more distant future when still newer tools would provide even more effective services. Today we can : (a) sort out abstracts, especially if available in machine-readable form; (b) rearrange and merge selected abstracts; and (c) reproduce copies of the results in readable form, either on paper or in microform. The early information services for need groups will have to take such an approach for both technological and economic reasons. Consequently, immediate attention should be given to making abstracts and associated indexing information readily available for reprocessing, which, in turn, requires special attention to low cost and machine readability.

In the far future, so attractive yet so dotted with technological and economic question marks, this paper or film approach would be replaced by conversational, on-line access to computer-mediated files. The possibilities of on-going file modification alone are extremely attractive. As the motivation to seek out and use available information continues to increase, work habits and patterns of acquiring information will change and lead to still greater modifications and further advances.

The immediate task in expanding the implementation of need-group information services is to stimulate the reprocessing of abstracts and associated indexing information prepared by the basic abstracting and indexing services. The most effective way to do so would be to restructure the support of abstracting services, providing sufficient funds from

INFORMATION ANALYSIS CENTERS

A potentially useful tool for the transfer of scientific and technical information exists in the information analysis centers. Such centers, usually serving specific fields in which large amounts of data exist and require critical evaluation, consist of one or more active specialists who (a) systematically collect, index, and store information in a field; (b) analyze and evaluate this information; and (c) make it available in a form and language keyed to the needs of specific groups of users. Over 100 such centers are sponsored by the federal government, usually in connection with mission-oriented programs; a number of others operate under private or local sponsorship.

MANAGEMENT CONSIDERATIONS

Certain problems of management arise in relation to all forms of scientific and technical communication — initial publication, basic abstracting and indexing, and need-group services. We discuss them in this section of the report because their importance increases as the services involved become more specialized and user-oriented.

RECOMMENDATION B15

All agencies which either operate or sponsor the operation of major scientific-and-technical-information programs should take steps to incorporate into their services on a continuous and systematic basis some appropriate method of performance evaluation. Provision should be made for using such evaluation measurements as a basis for modification and improvement of the services.

Most present information systems, particularly libraries, suffer from inadequate feedback mechanisms. Typically, they lack a sufficient degree of "statistical quality control". The usual measures of economic viability often are inapplicable because of the lack of any visible relationship between the cost of providing a service and the price paid by a user. In most

cases, however, implementation of reasonable and practical measures of quality control, usually based on sampling the end product or services offered, need not await further research in order to provide useful results. Information services operated by for-profit organizations typically are highly sensitive to users needs and employ effective methods for marketing their products and services. Feedback controls and market sensitivities should be employed more widely by the not-for-profit information services.

In a number of disciplines, responsible staff members of information services operated by societies maintain a booth at the national meetings of these societies to discuss problems with users. Staff members also hold open forums to discuss or explain new services and solicit constructive criticism of their products and services. Most information services have advisory boards of expert consultants and also hire professional groups to make periodic user studies and surveys. Additionally, members of the operating staffs meet regularly to discuss methods for improving their information services. Many other methods are used, and should be; obtaining critical feedback and keeping services tuned to user needs is a continuous process, and its importance cannot be overemphasized.

Each formal link in the information-transfer process must function effectively and convey information-transfer process must function effectively and convey information to the next link to assure efficient communication; therefore, prospective users must be made aware of the existence of the component information products and services if the process is to operate smoothly and usefully. Fostering such awareness is the marketing function. No matter how good information is, the advantages of having created it are lost or greatly reduced unless this marketing function receives sufficient attention.

RECOMMENDATION B16

It should be recognized that one of the legitimate and vital aspects of the process of creating and disseminating information is marketing the output; therefore, organizations that are involved in developing and disseminating information products should use the most effective and appropriate marketing techniques available.

Basic policies for handling the dissemination of scientific and technical information, particularly in the relevant societies, usually are formulated by members of the scientific and technical community who, for

the most part, have rejected the view that information must be marketed. The general belief is that, if the information is valuable, the people for whom it is intended will find it. In fact, there is little basis for such a belief.

Two categories of information responsibility may well emerge — wholesaling and retailing. And these two functions may be handled by two different kinds of organizations, according to their capabilities. For example, scientific and technical societies and federal information services might focus their efforts on wholesaling information, while interdisciplinary groups and, wherever appropriate, commercial organizations might handle the retailing function.

LIBRARY FUNCTIONS

The role of libraries, particularly research libraries and special libraries, is central in the process of communicating scientific and technical information. The great research libraries store and make accessible primary scientific and technical journals as well as secondary publications (abstracts and indexes that constitute the means of finding articles according to author, title, or subject), and even guides to these secondary services. They maintain bibliographic control, custody, and a delivery system for enormous collections of monographs and journals and provide a rich variety of reference books and services. They act in many respects as nodes in a switching network that makes available information from other sources. Through many thousands of special libraries in various types of corporations and institutions, a multiplicity of highly specialized mission-oriented services are provided. Though the role that libraries play is crucial, the tradition of informal person-to-person communication as a way of keeping up with what is taking place in a scientific specialty is strong, and very often the services of libraries are bypassed through unwillingness to put up with slower and more cumbersome procedures or through ignorance of their availability.

As the backlog of knowledge accumulates, and scientific communication therefore becomes more and more complex, it is clear that many traditional practices will become increasingly unresponsive. Two main lines of attack on the problem are clearly indicated: First, library services should be improved, and second, scientists should become more familiar with the various types of information services that are provided.

The push-button library of the future — a vast store of machine-recorded data interrogated in a

rapidly responsive on-line interactive system and supported by a great communication network — will eventually come about in some form or, in fact, in a variety of forms. It is not our purpose to prognosticate the detailed nature or the rate of development of such systems but to attempt to point out at least some of the crucial changes of an institutional, organizational, and philosophic nature that must be brought about in order to create the kind of environment within which technological innovation and the evolutionary improvement of libraries can flourish.

Simply to say that more money must be poured indiscriminately into libraries is not enough, for without the proper guidelines and a reasonable degree of over-all planning on a nationwide basis, the need for funds could become a bottomless pit. A deep reappraisal of the method of funding library services should be made. The possibilities of a closer tie between obtaining library services and paying for them should be carefully explored. Even assuming some base level of « free » library service, if users had the option of extra service for an extra price, the test of the marketplace might provide valuable guidance on the optimal allocation of library resources toward the most valuable services. Very often, however, user response to new, even good, services is characteristically slow; therefore, a greater effort must be mounted.

In view of this obligation of the scientific community, it is imperative that library services be made much more responsive. There are few limits to what can be done, given adequate resources. However, the burgeoning federal support of the scientific and technical research of the last two decades has not been matched with sufficient support of the library and information services that are necessary to ensure effective communication of the results of scientific research.

RECOMMENDATION C9

Scientific and technical organizations and other publishers must make a systematic effort to improve the quality and timeliness of formal publications. Lag times in publication of as much as a year must be considered intolerable. We believe that at present competently refereed publication is nearly always possible in six months or less, and that advancing technology will make further time reductions feasible.

Some major journals, by utilizing now methods and technologies to the fullest, have reduced the time between submission and publication of a manuscript to approximately three months. Frequently, however, the principal cause for excessive delays stems from the backlog that a journal has built up rather than from the editorial and production chain.

Shifting some of the load of research-front communication to semiformal publications should facilitate the maintenance of higher standards in formal media. Additionally, measures should be instituted to cope with such abuses as publishing nearly identical material in several places, a practice fostered by the pressure for publication exerted on scientists, engineers, and practitioners by their employing institutions. The predominant need is for greater differentiation of services with appropriate gradations in price. We advocate the development of new kinds of media and the exploration of alternative subscription arrangements in order to serve, respectively, such different purposes as rapid announcement and scholarly complete presentations, and such different categories of customers as individual and institutional subscribers.

RECOMMENDATION C10

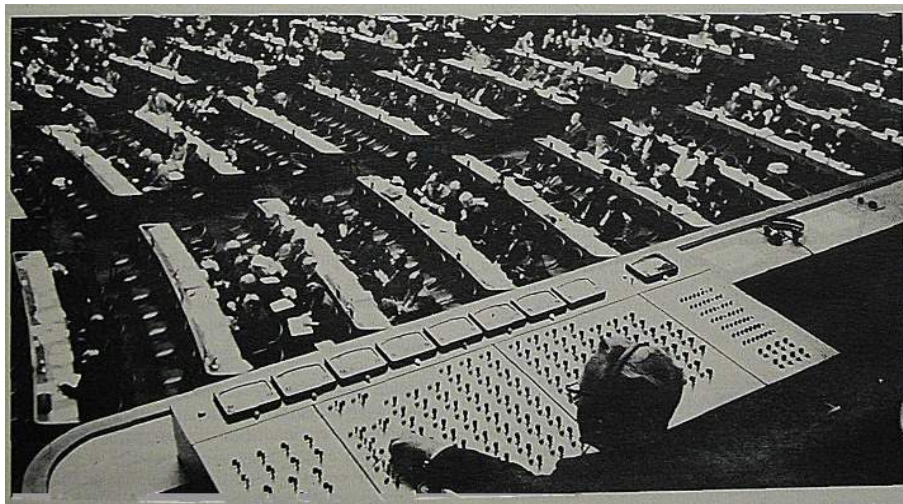
Major scientific and technical societies (if not already doing so) should experiment with :

1. *A journal for brief, refereed, and promptly published papers (letter journal), with issue period and publication lag not exceeding one month*
2. *Organized reprinting, from a group of journals covering either a narrow area or a group of cognate fields, of selected papers recognized as most outstanding.*

Scientific and technical societies also could perform a valuable and much-needed service by facilitating informal interpersonal communication within and between disciplines.

RECOMMENDATION C11

Scientific and technical societies should recognize the need for publishing information that facilitates informal scientific and technical communication in their fields (sometimes referred to as meta information). Information on "who is doing what and where" can appear in newsletters, as supplements to substantive journals, or as separate publications. This support of interpersonal and intraorganizational communication should be but one approach



The World Health Assembly uses the most modern techniques for communication available.

(WHO photo)

in a continuing program to facilitate information exchange.

Two technical developments offer major opportunities for effecting the kinds of changes in the traditional patterns of disseminating scientific and technical information that we consider necessary : (a) the processing of information by high-speed computers, and (b) the increasingly flexible, rapid, and inexpensive methods of recording and reproducing graphic material. Increasingly sophisticated forms of texts and figures can be handled by computer-controlled photocomposition, and the ready reproduction of offprints and separates in full-scale or microform versions affords comparable capabilities in the distribution of copy. Of particular importance in this context is the systematic use of computer processes for the purpose of matching available documents to prospective readers, both being described in machine-readable representation.

RECOMMENDATION C13

Major publishers of scientific and technical literature already are making vigorous efforts in the utilization of modern methods of computer composition; we urge the publishers of the smaller journals of more limited scope to seek arrangements for merging their production activities in order to take advantage of the economies of scale implicit in such modern technology.

Consolidation of the production function will lead not only to economies in what is generally a particularly costly form of printing but also will contribute to the increased availability of full text in machine-readable form for subsequent processing in the production of access tools.

The current bottleneck appears to be the limited capacity of firms that are able to produce machine-readable records of scientific and technical text. Since this demand will continue to expand, special efforts are necessary to train appropriately qualified manpower, thus providing an entry into the information-processing field at a relatively low level of skill.

RECOMMENDATION C14

The scientific and technical societies should give careful attention to needs for and practices in the various types of semiformal communications (report literature, preprints, newsletters, and the like); should subject this material, somewhat selectively, to biblio-

graphic control; and should be prepared to supervise distribution to whatever extent is necessary to preserve a proper balance between the advantages of broader availability of semiformal publications and the continued strength of formal archival journals.

Criticism of the growing number and size of meetings continues to be frequent; and, in fact, many have poorly defined objectives, occur at ill-chosen sites and times, and employ facilities and arrangements that discourage rather than facilitate communication. Often, too many must be attended to get any one story in full, or the frequency of those dealing with temporarily popular subjects becomes too great and the material presented redundant. On the other hand, in terms of the currency of the information exchanged and the speed at which it can be filtered and applied to the interests of the individuals concerned, meetings are among the most effective media of dissemination. We believe that meetings have a crucial role to play in scientific and technical communication and that fulfilling that role more effectively is a major challenge.

RECOMMENDATION C16

National and international meetings can constitute an essential and effective basis for scientific and technical communication. Their predominant role can and should be given a more objective confirmation than the present intuitive backing. Societies and other groups sponsoring such meetings must better insight into the purposes and functions of their meetings and must provide the appropriate logistic arrangements and measures of quality control. Additionally, the economic advantages of large meetings as a means of combining the meetings of overlapping interest groups should be exploited.

The vital significance of meetings lies in the contact they offer with current research-and-development efforts in a field and with active fellow workers. The criticism that numerous small working conferences would be better than large meetings fails to recognize that, if properly arranged, meetings can provide an especially economical way to schedule many such working conferences in which intersecting interest communities can participate. A procedure found effective by some societies is the scheduling of small special-interest-group meetings or forum sessions within the context of a large annual meeting to give participants an opportunity to

question authors further about the work they have presented, to discuss problems encountered in work, and to describe procedures and apparatus more fully.

Our recommendation explicitly abstains from suggesting an increased formalization, nor do we wish to make a general recommendation on requiring preprints of major papers on a program. Although there is evidence that the availability of preprints tends to enhance the effectiveness of meetings and that the material presented at meetings where they were required was on the average no older than presented at meetings of the same society when there was no preprint requirement, the problems of preparing and getting preprints released in time can have an adverse effect on meetings in some disciplines. Therefore, the advisability of providing for the availability of preprints before or at the time of a meeting must be left to the judgment of the organizing committee. One alternative explored in some groups is the submission, shortly before a meeting, of detailed summaries or extended abstracts, which are included in the printed program or are available at the time of registration. Session time for such papers is devoted largely to discussion and questioning. Measures that increase the opportunities for interaction, both during and after sessions, greatly enhance the effectiveness of meetings. Especially to be avoided are very lengthy or day-long sessions, with no time allocated to discussion.

In addition to urging meeting sponsors to adopt an innovative approach to the planning of such gatherings, we also suggest that agencies and organizations engaged in research and development continue to support the participation of staff members in scientific and technical meetings. To subject meeting attendance to excessive restrictions in the face of necessary budget reductions would decrease the communications effectiveness of meetings.

RECOMMENDATION DI

When appointing and advising the groups in charge of arrangements and the scheduling of events at scientific and technical meetings, the sponsoring societies, government agencies, or other organizations responsible for the planning of such meetings should emphasize the importance of providing adequate time and facilities for personal encounters.

RECOMMENDATION EI

Under the over-all guidance of the proposed Commission and of COSATI, appropriate organizations

should initiate and carry out comprehensive analyses of and experiments on the functioning of the different parts of the network of scientific and technical communication as well as of the network as a whole. It should be a long-term policy to provide adequate funds for such studies, and scientists, engineers, practitioners, and — as warranted by the subject of the study — commercial entrepreneurs of abundant experience and imaginative insight should always be active participants.

To be meaningful, these studies will have to deal realistically with many elusive or complicated factors — for example, inertia in behavior patterns and its effect on the acceptance of new services or the interrelationship of various communication media. The significance of such factors can be properly assessed only by persons with working experience in the fields studied.

STUDIES OF COST AND VALUE

Particularly important among the recommended studies will be those addressed to factors of cost and value. The difficulty of developing quantitative measures of the value of information services, as illustrated by the prevalence of such terms as "user satisfaction" or "document relevance to a request," suggest the need for greater ingenuity and more systematic procedures in the conduct of such studies. Needed measures must include not only the value of different types of information but also the value of the time devoted to actively seeking information and of the waiting or lag time before it is received — that is, the "response time" of an information service. In situations in which a free market exists, the price the user is willing to pay for different information services the number of sources that a user must check in a given field and would assist in deciding when new services are appropriate or feasible.

Factors militating against extensive cooperation and coordination include :

1. Basic conflicts in the goals, incentives, and constraints which influence the various producing organizations (commercial establishments, federal agencies, scientific and technical societies, and others)
2. Fair trade, antitrust, and other legislative acts, which can inhibit cooperative efforts to apportion coverage or to reach agreements on pricing policies
3. Lack of the incentives or resources necessary to effect cooperative arrangements
4. Inertia or pride in service traditions, which inhibits the discontinuation or merging of services

5. The absence of an organization with the mandate and sufficient resources to foster coordination among such services at the national level

6. Technical problems (e.g., different methods of abstracting and indexing, different bibliographic tape formats) and economic problems, which create obstacles to the adoption and use by one service of the products of others

The concept of interconnecting structured files of documents and data ranging in scope from the local to the regional, national, or international level has been advocated for some time as a prime objective in coping with the rising tide of information and the more pressing and diverse information needs of scientists and technologists. Thus, in reviewing developments in this area, Swanson states : "it is no longer necessary... to ask whether networks can be built. It is time, instead, to ask about the sorts of networks that are needed, and to set about providing the innovative software and the flexible, inexpensive hardware to bring them into being." And the author of another recent review article foresees great advantages from the implementation of the network concept at the national level : Perhaps the development in the information sciences field that will do the most to solve the problems that beset scientific information users is the national information network. It will have, through its many supporting components, greater resources and faster access than any of our libraries and information centers could hope to have today. Such interacting groups of information generating agencies, information centers, libraries and switching agencies... should be eventually capable of supplying all kinds of data to all corners.

Current tendencies in government, industry, libraries, universities, and scientific and technical societies toward the operation and development of information networks lend support to these assessments of the need for and potential advantages of network efforts. This trend also is fostered vigorously by :

1. Economic factors and time pressures which encourage the sharing rather than the duplication of information resources

2. Technological developments which permit the integration of diverse multimedia inputs and have the capacity to cope with projected increases in volume of information

3. Availability in machine-readable form of increasing amounts of scientific and technical information

BASIC SUPPORTING POLICIES

Three conditions have fostered a recent trend toward direct operation of basic access services by the

government : first, the assumption of current awareness functions by services that formerly served only as depositories or reference sources; second, the opportunities to extend U.S. information programs into other countries on a work- and cost-sharing basis; and third, the availability of funds under government agency mission budgets to initiate such services and merge their costs with those of the activities that they support. The trend receives further impetus from the failure of abstracting and indexing services in a number of disciplines to meet fully the demands placed upon them.. The scientific and technical community has begun to view with alarm the expanding role of the federal government in the operation of basic access services, a trend which it perceives as potentially jeopardizing the community's control of discipline-oriented services or systems and gearing what should be a long-term stable and orderly evolution to the vagaries of federal budgets in science and technology.

As the first of several basic, guiding principles aimed at clarifying the roles and responsibilities of the government and private organizations, we advocate that all government-sponsored scientific-and-technical-information. Programs intended primarily to serve persons outside government service, or government employees whose activities are similar to those outside, should be managed in whole or in part by the appropriate societies, by institutions jointly created by such societies, or in some instances by commercial • organizations. As a corollary, government agencies, in developing their mission-oriented information programs should use, under arrangements of equitable reimbursement, the privately operated basic information services that can serve as component elements in such programs and should upgrade such services when necessary rather than instituting their own in competition.

We feel that placing the intellectual management of primarily discipline-oriented services in the hands of the appropriate societies or groups of societies, when these exist, provides the insight and guidance generally essential to the effective operation of such services. Scientific and technical societies can enlist the efforts of highly competent and interested members who frequently will serve on a voluntary, part-time basis. Many qualified individuals who feel an obligation to assist with the communications programs of their respective fields of science and technology would not perform similar work on a full-time basis in a government organization, or would do so only for a high rate of compensation.



WHO computer handles health information on a world-wide basis.

(WHO photo).

Further, the scientific and technical community places great emphasis on continuity and the need to ensure the steady evolution of a field in spite of the pressures of shifting fads and fluctuating budgets. In addition, management by appropriate societies affords a division of roles and responsibilities which results in more effective performance in the public interest. The government, in securing, subsidizing, creating, or guiding scientific-and-technical-information services, acts as agent of the people and, therefore, must continually review and evaluate the adequacy of such efforts. When the government seeks to provide these services to the public, rather than to secure them for the public, the substantive experts who should fulfill the role of public advocates and ensure the maximum value and responsiveness of the services often are employed in an operating role which sometimes detracts from or obstructs their power of deliberate review in the interest of the public. When scientific and technical societies provide the necessary services, operating as they inevitably must with government assistance, their performance can be carefully monitored and assessed by the contracting or supporting government agency in the best interest of the public.

The unique attribute of commercial publishing houses stems from the fact that their survival and growth are tied directly to their ability to understand and serve users' needs. This ability has important applications in the service of the interests of both scientific and technical societies and government agencies and should be utilized.

Another area in which policy and guidelines need to be more firmly established is that of ensuring that originators and users of information as well as the sponsors under whose aegis they work share in an equitable manner the responsibilities and costs of the dissemination of information. A central theme of the Weinberg Report was the need to consider the information process in its entirety — from generation through retrieval — as an integral part of the research-and-development effort. Publication alone does not complete the job of making the results available to the society for whose use they were, acquired. With the expansion of the body of recorded information, the likelihood that all the information which could be of use in a given operation will have its origin in the geographic, temporal, or disciplinary neighborhood of this potential point

of application decreases. The condensation of information for use in announcement and awareness services, its consolidation through critical review and synthesis, and its preparation for storage and manipulation in computer-managed structures which provide for search, retrieval, and selective dissemination — all these — are now as much a part of the research-and-development process as the initial publication of results.

A third area requiring attention and appropriate action relates to the slowly knitting, massive, mission-oriented programs of recent years which deal with major social concerns, such as natural resources, education, transportation, pollution, and urban problems. The role of science and technology in the resolution of these problems is not yet clear; therefore, the nature and scope of the information programs that they will require only gradually will become apparent. The policies and practices identified as essential for the effective operation of scientific and technical communication are particularly important in relation to this new range of national endeavors. Adequate data bases and information systems substantially more extensive than those that have heretofore supported our major scientific and engineering efforts will determine to a large extent our success in marshaling the full potential of science and technology for these purposes. Economic, demographic, and sociological information will have to be readily available and used in complete integration with engineering, geographic, and other relevant kinds of information. We urge, therefore, as a matter of policy, that agencies that sponsor major programs of research, analysis, and field experimentation in such contexts as resources management, environment control, trans-urban renewal regard the development of the information systems that their scope and impact require as one of their paramount task.

A final policy consideration is the role of the federal government in providing incentives for exploratory innovations and experiments, particularly those involving large populations and large stores of information. Such experiments frequently involve a capital outlay or a financial risk that would be excessive for a private organization, particularly when the experiment involves large-scale use of advanced technologies. Such innovative experiments often are not priority requirements in connection with specific mission-oriented systems and, as a result, may be difficult to justify in such contexts. Yet, if scientific-and-technical-communication endeavors

are to meet the new and increasing demands of the coming years, these experiments must be undertaken promptly and not on a subcritical scale. Further, there is need for coherence and continuity in their planning and administration. We feel that the federal government should establish and fund a single group to plan a unified program of critical experiments of operational scale in scientific and technical communication to find, guide, and support contractors in the conduct of these experiments. The Committee considers it of importance that in planning and directing the conduct of this program the designated government group provide encouragement and incentives to the participation of the industrial-commercial sector.

APPRAISAL AND CONCLUSIONS

A long list of obstacles faces any endeavor to improve arrangements for communicating scientific and technical information at the international level. Great inhomogeneity in the relative development of national services exists; the diversity of languages and the persistence of statutes and policies which affect the free flow of information raise problems; some individual systems are not prepared to cope with the volume incident to international exchange or lack the organizational resources to create and maintain the necessary relationships; suitable standards are as yet nonexistent; and, finally, educated manpower, in both the developed and the developing countries, is insufficient to meet current and projected needs. Under these circumstances, SATCOM views with satisfaction the numerous efforts, which presently are under way, to overcome these difficulties.

The United States contributes in three essential ways to these efforts. First, it offers intellectual support through the ideas and experience of its representatives, who participate in the planning and organization of such activities. Second, it contributes technologically, through the development and application of systems and subsystems (e.g. MEDLARS or the CAS Chemical Compound Registry) that are assuming increasingly important roles in the development of international networks. Third, the United States assumes a substantial share of the financial responsibility for such efforts. For example, the United States supplied slightly more than half the total yearly budget of CODATA during its initial two years of existence and now contributes, through payment of dues, roughly 30 percent of its annual budget; it provides through the NSF one

third of the total annual budget of the ICSU Abstracting Board; and it makes a voluntary contribution equal to its regular dues to COSPAR, which constitutes one eighth of the total budget of this activity, as well as funding relevant research through its mission-oriented agencies.

The scope and variety of the international efforts of this country's public and private agencies are in keeping with the interest and the stake which the United States has in the development of increasingly effective international systems for the management of scientific and technical information; therefore, we strongly urge that even greater encouragement and support be accorded them. International arrangements, by their very nature, evolve slowly. If we want to assure the kind of scientific-and-technical-communication system in coming decades that will sustain our research-and-development efforts without imposing an intolerable burden, immediate action is necessary.

In regard to direct cooperative arrangements, major scientific and technical societies and mission-oriented government agencies must encourage the managers of their information programs to explore and develop ways to make access and transfer worldwide in scope, with the work of input and training for use shared among countries. Moreover, there should be explicit involvement, through exploration and direct professional contacts, in the problems encountered by the developing countries. In addition, scientific and technical communities should be able to rely on appropriate administrative support as well as encouragement in such endeavors from the federal agencies that shape and foster this country's foreign relations in science and technology.

The intent of the recently promulgated policy of the Federal Council for Science and Technology on international information exchange is to give added impetus to government-agency efforts to develop cooperative arrangements in a mission-oriented context. SATCOM urges those engaged in such efforts to show appropriate restraint and sensitivity in relation to foreign indigenous efforts in order to permit the latter eventually to become real contributors, operationally as well as intellectually, rather than smothering them by the massive competition of our resources.

In regard to international cooperative research programs, the stewardship of information and data generated by these programs does not always receive the early and explicit attention that it deser-

ves. Sponsors of international research efforts should insist that the following two features become a matter of policy in the central management of any international research program :

1. From the beginning of program planning, information and datahandling operations incident to the conduct of research should receive attention. Planning in this context should include : (a) identifying the requirements for special information systems, (b) determining their design and cost, (c) appraising the impact of the program output on existing information activities in the affected disciplines, and (d) exploring the extent to which the latter can meet, perhaps with modifications, the requirements of the program.

2. Any international cooperative research program directly related to natural or human resources (the probable orientation of most future programs) should plan and provide funding for a special effort to make the resulting information available to less-developed countries in forms in which they can use it effectively.

Of particular current concern in this connection is the International Biological Program (IBP). Present preoccupation with the information storage and retrieval systems for the use of particular program phases should be extended to a comprehensive consideration of the information handling aspects and implications of the Program as a whole. The need for such over-all planning is great, since the biological sciences have yet to achieve in many respects the degree of organization which will enable them to cope effectively with evolving demands. Additionally, the information problems of less-developed countries, aside from what will accrue to those who actually participate, deserve more attention by the IBP planners.

International efforts to permit increased integration of information systems should emphasize to an increasing extent the elimination of present, and avoidance of future, incompatibilities. Though, standardization can resolve many such problems, other approaches require exploration at this as well as the national level. Further, in order to foster cooperative international endeavors and to give them the scope and vigor that they require, SATCOM urges that the U.S. delegations organized in such contexts include knowledgeable representatives of the relevant nongovernment services likely to be affected (Recommendation A9).

Resume de l'article anglais (p. 226) :

PLANIFICATION EN 1970 POUR LES ANNEES 60

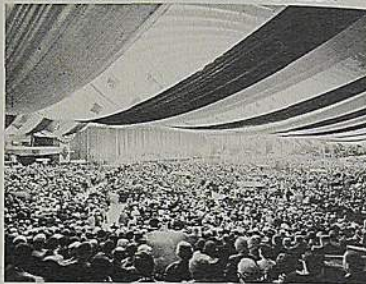
Trois rapports publiés l'année dernière sur le système des Nations Unies ont fait couler beaucoup d'encre. M. Judge les a analysés dans trois articles précédents (*) en fonction du réseau « organisationnel » total, couvrant à la fois le système mondial et l'ensemble des problèmes qui agissent et réagissent les uns sur les autres. Après avoir examiné les rapports Jackson et Pearson, l'auteur étudie ici dans ce quatrième article le rapport SATCOM (Committee on Scientific and Technical Communication) créé en 1966 aux Etats-Unis par la National Academy of Sciences et la National Academy of Engineering pour étudier la situation actuelle et les exigences futures de la communication scientifique et technique eu égard aux problèmes posés par l'abondance et le transfert de l'information. Ce rapport contraste avec les deux précédents (rusiens) par les principes qui sont posés à la base : interdépendance et variété des différents types d'organisations autonomes avec leurs intérêts propres et leurs besoins dissemblables mais non étrangers l'un à l'autre, importance des responsabilités partagées. M. Judge examine une douzaine de recommandations contenues dans ce rapport et en dégage des commentaires. Il s'agit notamment des recommandations sur les services répondant aux besoins de groupes, les services de résumés et d'index, les centres d'analyse de l'information, l'évaluation des résultats, la commercialisation de l'information, le rôle des bibliothèques, la qualité et l'opportunité des publications, la rapidité de publication, les services de tirés à part, les publications facilitant les relations inter-personnelles et inter-organisations à l'intérieur d'une discipline, les méthodes modernes et efficaces de composition par ordinateur, les communications semi-officielles, le rôle prédominant des réunions nationales et internationales, l'importance à accorder dans ces réunions aux rencontres entre personnes, l'opportunité d'analyses et d'expériences concernant le fonctionnement des différentes parties du réseau des communications scientifiques et techniques.

La liste est longue des obstacles qui se dressent devant tout effort pour améliorer la communication de l'information scientifique et technique. Le rapport souligne la part que les Etats-Unis prennent dans cet effort, notamment par la contribution financière substantielle qu'ils apportent dans les initiatives internationales telles que le CODATA, le Bureau des résumés analytiques de l'ICSU, le COSPAR; il faut donc soutenir l'intérêt de ce pays pour le progrès des systèmes internationaux de communication. Les principales sociétés scientifiques et techniques ainsi que les départements gouvernementaux techniques devront encourager les responsables de leurs programmes d'information à explorer et à développer les moyens de rendre possibles à travers le monde entier l'accès et le transfert de l'information. Dans les programmes coopératifs de recherche cependant, l'accent devra être mis sur le respect des efforts indigènes étrangers. Tout programme international de recherche devra tenir compte de deux points importants : dès le début de la conception du programme, l'attention devra être portée sur l'incidence des opérations de manipulation des données sur toute la conduite de la recherche; un programme international et coopératif de recherche concerné directement par les ressources naturelles ou humaines devra comprendre un effort spécial pour rendre les résultats accessibles et utilisables par les pays en voie de développement.

(*) «Associations Internationales », mars, avril et juin-juillet 1970.

NICE

CAPITALE DE LA COTE D'AZUR



Convention du Rotary International

Centre Mondial des Congrès
Carrefour Commercial et Ville Universitaire
desservie par un aéroport international

NICE vous offre :

- la douceur de son climat,
- le luxe et le confort de ses hôtels
(300 hôtels - 10.000 chambres),
- ses Fêtes de réputation mondiale,
- son Palais des Expositions
- plus de 20.000 salles de Congrès pouvant recevoir de 45 à 25.000 délégués pour assurer le succès de vos Conventions, Colloques, Séminaires, Symposiums, Réunions d'affaires ou de Recyclage

... ET SON SOLEIL !

Pour tous renseignements :

Syndicat d'Initiative-Office de Tourisme

32, rue Hôtel-des-Postes, Nice

Tél. 85.25.25

Télex : Accueil Nice 46.042

..

A NICE

la saison commence en décembre
et finit en novembre

NOUVELLES
ORGANISATIONS
INTERNATIONALES

NEW
INTERNATIONAL
ORGANIZATIONS

La mention d'une organisation dans la présente rubrique n'implique en aucune façon une prise de position de l'UAI à l'égard de celle-ci, pas plus qu'elle ne préjuge de l'insertion de cette organisation dans la prochaine édition de l'« Annuaire des Organisations Internationales ».

La biologie et les affaires humaines : Au début de l'année dernière, lors d'une conférence de presse, Mr Joseph Slater, président de l'Institut Salk (San Diego, Californie), annonça la création du Conseil International pour la Biologie dans les Affaires Humaines.

Mr J. Bronomski est élu président du nouvel organisme où l'on ne compte pas moins de cinq Prix Nobel au sein du Conseil. Le nouvel organisme est chargé, par l'Institut Salk, d'une vaste étude sur les conséquences de la science dans tous les domaines concernant la vie humaine.

A cette première étude s'ajouteront par la suite toutes celles se rapportant aux narcotiques, à la régulation des naissances, aux questions de génétique, à la guerre biologique, à la pollution et à l'écologie.

Enfin, sur le plan international et au point de vue légal, le Conseil abordera une étude approfondie des rapports existants entre les découvertes humaines et la vie même de l'homme.

Le siège du Conseil pour la Bio-

logie dans les Affaires Humaines sera établi à La Jolla (Californie).

Mr. J. Bronomski has been elected president of the International Council for Biology in Human Affairs.

This new council, established under the auspices of the Salk Institute at La Jolla, California, will seek to investigate the effect of science on every aspect of human life.

Studies are being conducted on abusive drugs, birth control, biological warfare, genetics, pollution, and ecology.

Conserving Fisheries : An international Convention to conserve heavily-exploited fisheries and other living resources in the southeast Atlantic Ocean of Africa will be signed in 1971. (FAO convened representatives of the interested countries in Roma). It provides for the establishment of an International Commission to undertake studies and make recommendations for conserving fisheries and other living resources in areas where fishing has increased in recent years.

The convention was adopted at a conference of plenipotenti-

aries convened by FAO in Rome last summer. It provides for the establishment of an International Commission to undertake studies and make recommendations for conserving fisheries and other living resources in the area where fishing has increased in recent years.

La surexploitation de certaines réserves de poisson, en particulier le colin et la sardine, a suscité la création d'une Commission Internationale chargée de faire une étude sur la réglementation de la pêche dans le Sud-Est Atlantique.

Convoqués par la FAO, 18 pays intéressés se sont réunis à Rome en octobre 1970, dans le but d'y discuter et de signer le nouveau traité. La nouvelle convention entrera en vigueur après avoir été officiellement ratifiée par un nombre déterminé de gouvernements.

Un comité spécial scientifique consultatif épaulera la nouvelle Commission internationale.

L'Institut Asiatique de Statistique : Projeté en 1969, créé en janvier 1970, à la demande de 17 pays d'Asie, cet institut est situé à Tokyo.

Mis sur pied avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de

l'UNESCO, et de la FAO, sa fonction sera double. D'une part former des statisticiens professionnels, leur nombre étant insuffisant par rapport à la demande, et, d'autre part : aider les gouvernements à organiser ou à améliorer leurs propres services de statistique.

Comme première phase, un programme de cinq années financé par le Japon, par les pays membres intéressés et par le PNUD.

Au terme de cette période initiale, l'Institut devra être en mesure d'assurer son fonctionnement sans l'aide des organisations internationales.

Au cours de la première phase PNUD se chargera de l'engagement d'experts. L'Institut organisera un cours de dix mois, de niveau professionnel, pour les services gouvernementaux, le nombre de participants ne dépassant pas la trentaine.

De plus, des séminaires, d'une durée de huit semaines, seront organisés et destinés aux statisticiens d'un niveau avancé.

Du matériel didactique sur les différents procédés en statistique sera diffusé, la promotion de la recherche appliquée intensifiée ainsi que des facilités de cours et de mise en pratique au niveau régional.

L'établissement de ce nouvel organisme marque d'un nouveau pas en avant toute la coopération régionale pour le développement en Asie.

La participation de dix sept pays asiatiques à la création de l'Institut est un signe des plus encourageants, et constitue une large contribution au processus de développement du continent. Le gouvernement japonais é-

pausera fortement l'Institut Asiatique de Statistique, notamment en hébergeant son siège à Tokyo.

An agreement for the establishment of an Asian Statistical Institute was signed by seventeen countries of Asia. The purpose is to train statisticians of the member states of the ECAFE and the Far East, and to help governments to improve statistical services. The 17 countries are : Ceylon, China, Hong Kong, India, Indonesia, Iran, Japan, Republic of Korea, Laos, Malaysia, Nepal, Pakistan, the Philippines, Singapore, Thailand, the Republic of Viet-Nam and Western Samoa. The establishment of this new Institute will mark another step towards regional co-operation for development in the Asian area.

Afrique de l'Ouest : Une Communauté Economique et Douanière : Bamako, 21 mai 1970 : les chefs d'Etat de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, Haute Volta, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal signent le protocole créant la Communauté Economique et Douanière de l'Afrique de l'Ouest, (CEAO).

C'est à la suite d'une double constatation que ce nouveau projet fut étudié et mis sur pied : d'une part le projet trop ambitieux et irréalisable d'une Union Economique de l'Afrique de l'Ouest, (Monrovia-1968), d'autre part l'Union Douanière des Etats de l'Afrique de l'Ouest, (UDEAO), construction juridique vidée de toute réalité.

Faisant suite à ces deux expériences, la mise en place de la nouvelle Communauté représente, sans aucun doute, une étape importante et très positive, vers un véritable Marché Commun Africain, celui-ci ne concernant pas moins de 30 millions de personnes.

The heads of State of Dahomey, Ivory Coast, Mali, Mauritania, Niger, Senegal, and Upper Volta have signed a protocol creating the Economic and Customs Community of West Africa, (CEAO).

The creation of this new community is an important step in the realization of a true African Common Market.

Anciens combattants et résistants juifs

Le 12 mars 1970, en Israël, se créait une organisation mondiale composée d'anciens combattants, résistants, partisans et prisonniers juifs de la dernière guerre. Cet organisme n'a pas seulement pour but l'union fraternelle des Juifs qui ont souffert et lutté ensemble, mais aussi l'union de ceux-là même qui se veulent vigilants, solidaires et efficaces, dans la lutte contre toute résurgence du mal, prêts à détecter toute agressivité injustifiée contre les Juifs dans le monde. Trois cent délégués d'associations, représentant 15 pays, se sont réunis en congrès à Jérusalem et à Tel Aviv en mars 1970. La présidence du Conseil Général de ce nouvel organe a été confiée à Mr Pessah Burstein, ancien d'Auschwitz, président des rescapés juifs des camps de concentration en Israël. A la présidence du Bureau exécutif, fut élu Mr Stefan Gayek qui vécut lui-même l'héroïque résistance du Ghetto de Varsovie et est, actuellement, à la tête de l'Association Israélite des partisans et combattants de ghettos.

Ayant exigé le châtement, sans prescription, de tous les criminels nazis, proclamé sa solidarité avec l'Etat d'Israël, l'organisation souligna l'importance d'un enseignement de l'histoire du crime nazi à la jeunesse juive du monde.

La nouvelle Fédération Mondiale des anciens combattants, partisans et déportés juifs compte deux cent cinquante mille membres, provenant de dix huit pays.

Le second congrès mondial aura lieu en Israël ou aux Etats-Unis en 1973.

me World Federation of Jewish lighters, camp inmates and Nazi victims was founded in March 1970 and includes two hundred and fifty members from eighteen countries.

Among the principal aims we find : the fight against anti-semitism the world over; activities for discovering and bringing to trial Nazi war criminals; perpetuation of the memory of the Holocaust and the Heroism, especially among Jewish youth in the world.

tion des nouvelles touristiques en Amérique Latine.

The Latinoamerican Corporation of Journalists Specializing in Tourism (CLAPET) was formed in Argentina last year. The primary objective of the program : to undertake the establishment of national corporations in as many countries as possible on the Latin American continent. Three prefects are currently being studied : the ceation of a tourist information center, the formation of a bank for tourist photography, and the diffusion of tourist information about Latin America.

Asia-Pacific Socialist Bureau :
A major step towards closer unity has been taken by the democratic socialist, parties in the Asia-Pacific region. Their hist-

oric decision to establish a socialist Liaison Bureau was made at a conference of Asia-Pacific democratic socialist parties which met in Wellington in March 1970.

The parties are : Australian labour party, the All-India Praja socialist party, the United socialist party, the Japan democratic socialist party, the United socialist party of South Korea, the Malaysian democratic action party, the New Zealand labour party, and the People's action party of Singapore.

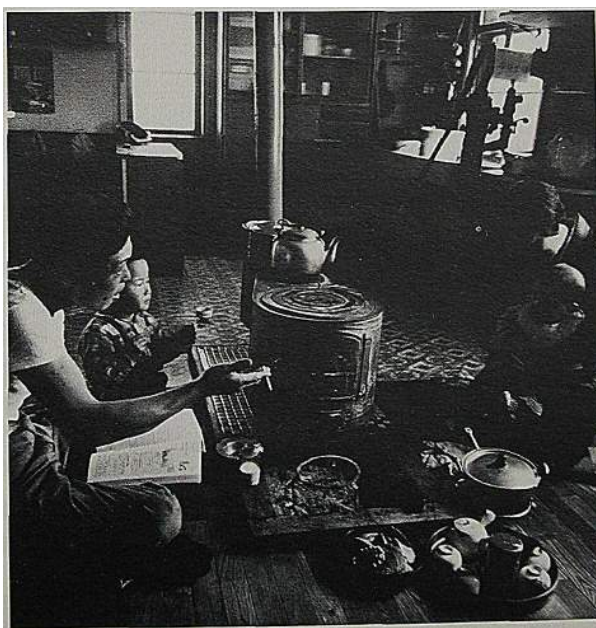
It was decided that the new Bureau should have a council with representatives of the regional parties and of the International itself.

Journalisme et tourisme en Amérique Latine : C'est en Argentine qu'est née, en 1970, la Corporation Latinoaméricaine des journalistes spécialisés en tourisme, (C.L.A.P.E.T.).

Il y a trois ans l'idée se faisait jour : rassembler de tous les pays d'Amérique Latine les journalistes intéressés professionnellement par le tourisme sur leur continent.

Dix huit journalistes argentins; étudièrent les bases de la future corporation dans le cadre de l'Association Argentine des Agences de voyage et de tourisme.

Comme premier objectif au programme : prévoir l'établissement de corporations nationales dans le plus de pays possible sur le continent. Trois projets; importants sont mis à l'étude : la création d'un centre d'information touristique, une banque de la photographie touristique et une multidiffusion de l'informa-



The elected chairman is : Norman Kirk, leader of the New Zealand party, the vice-chairman : Zvi Harmor; and Chiang Hai Ding as secretary-treasurer. The council is autonomous in the planning and carrying out of its activities. It seems that the new Bureau will play an important role in coordination and co-operation between socialist parties and for the advancement of the Asian-Pacific area.

Au mois de mars 1970, au cours d'une conférence des différents partis démocrates socialistes tenue à Wellington, leurs représentants prirent la décision d'établir un Bureau de liaison à Singapour.

Ce nouvel organe jouera un rôle important de coordination et travaillera à une meilleure coopération des partis démocrates socialistes de l'Asie et de la région du Pacifique.

Capitaux - Crédit - Epargne :

Un nouvel institut international fonctionne depuis le début 1970 à l'Université de Mayence, sous la direction du Professeur J. Barmann.

Le programme de cette nouvelle institution peut être considéré comme le prolongement des recherches poursuivies, depuis plusieurs années, au Séminaire de Droit Economique Européen dirigé par le Professeur Barman à la Faculté de Droit et Sciences Economiques de Mayence.

Deux tendances principales animent ce programme : le caractère international de ses activités et son étroite coopération avec la pratique.

Comme objectif principal figure tout d'abord la coordination des règles concernant les capitaux, le crédit et l'épargne dans le

cadre du Marché Commun européen et sur le plan international. Pour la réalisation de ce programme une équipe internationale travaillera à l'élaboration d'un manuel du droit européen et international de crédit.

Figure aussi au programme, une analyse générale des problèmes juridiques en matière de crédit, de banques et de bourses afin d'étudier les entraves à un meilleur fonctionnement des paiements des capitaux et du crédit sur le marché international, et ceci dans le but de contribuer à réduire ces empêchements.

Pour la mise en œuvre de son programme, l'Institut organise des conférences, des séminaires et des colloques destinés à l'étude des problèmes précités. L'Institut soutiendra et favorisera la préparation des thèses de doctorat et d'agrégation ainsi que tous les travaux post-universitaires ayant trait à cette matière, en Allemagne comme à l'étranger.

Le 12 mai 1970 eut lieu à Mayence la première manifestation publique de l'Institut. Une conférence de M. Bernard Whebble en était le centre. Le conférencier choisit un thème d'actualité : Banking in the 1970th with respect to the financing of international trade.

A new international institute, the Institute of Law on Savings, Exchange and Credit, has been formed under the direction of Professor J. Barmann at the University of Mayence. As its principle objective the Institute will seek to coordinate regulations concerning capitals, savings, and credit within the Common Market framework and at the international level. A multi-national team will work towards the production of a study on European and International credit laws. The Institute will also undertake the

study of juridicial problems regarding banking credit and stock exchange in order to facilitate the functioning of payments of capital and credit on the international market. As the first step in its objective, the Institute organized a conference on May 12, 1970 at Mayence.

Une Banque de Développement pour les Caraïbes :

Avec, au départ, un capital initial de 50 millions de . dollars, l'accord établissant la Banque de Développement des Caraïbes est entré en application le 26 janvier 1970. Le projet, né en 1963, agréé en 1968 par 13 pays des Caraïbes avec l'appui du Canada et du Royaume-Uni était le résultat d'une étude préliminaire menée par l'UNDP (Programme pour le Développement des Nations Unies).

Le but principal de la nouvelle Banque : stimuler harmonieusement la montée économique et le développement des pays de la zone des Caraïbes, en considérant tout spécialement, et rapidement, les besoins fondamentaux des territoires les moins développés.

La Banque de Développement des Caraïbes a comme principales fonctions : 1) L'assistance aux membres régionaux, en coordination avec leurs programmes de développement, gardant toujours présent une meilleure utilisation de leurs ressources, veillant à l'expansion de leur commerce international, mais en particulier de leur commerce intra-régional. 2) Mobiliser, à l'intérieur et à l'extérieur de ces contrées, de nouvelles ressources financières pour le développement de ces régions. 3) Financer les projets et programmes contribuant

au développement de la région ou celui d'un pays membre. 4) Procurer l'assistance technique appropriée aux besoins des membres régionaux.

La première réunion du Conseil des Gouverneurs de la Banque eut lieu le 31 janvier 1970 à Nassau (Bahamas). Les quinze parties à l'accord sont : Bahamas, Barbades, Canada, Iles Cayman, Iles Dominique, Grenade, Guyane, Jamaïque, Monserrat, St. Kitts, Nevis-Anguilla, St. Lucie, St. Vincent, Trinité et Tobago, Iles Turks et Caicos et le Royaume-Uni.

The establishment of a Caribbean Development Bank is now a fact.

According to the specifications of the charter, the Bank will be situated in the Barbados and will open with an initial capitalization of \$50 millions. Provision will also be made for a soft loan fund. The main purpose of the Bank is to stimulate economic growth and development in the Caribbean region, giving special urgent consideration to the needs of the less developed countries.

Institut Culturel Africain et Mauricien : Deux réunions culturelles importantes se sont succédées à Dakar l'an dernier. Tout

d'abord un double séminaire sur le livre et le cinéma organisés par l'Agence francophone de coopération culturelle et technique (ACCT) ayant comme but la réalisation d'un marché commun des biens culturels africains. Le français n'y était considéré que comme moyen de communication nécessaire : « chaque culture correspond à une valeur inappréciable et l'extinction de l'une d'elles est un appauvrissement pour tous. »

Par la suite, la création d'une société d'édition multinationale fut proposée avec, comme première tâche, l'élaboration de manuels scolaires selon les programmes des ministères de l'éducation des Etats francophones.

Une seconde réunion, celle des ministres de la culture de l'Organisation commune des pays africains et malgaches (OCAM), était centrée sur la création d'un Institut Culturel Africain et Mauricien dont le siège; serait établi à Dakar, (ICAM).

L'Institut aura pour premier objectif la coordination d'un programme commun d'échanges entre les centres culturels afri-

cains et contribuera à la diffusion d'ouvrages scolaires et universitaires. De plus il favorisera les rencontres entre écrivains et artistes d'une part, et les chercheurs d'autre part, tous africains et malgaches. Des colloques et des congrès culturels seraient également organisés avec la participation d'intellectuels anglophones et francophones.

Les statuts de cet Institut ont été présentés à la réunion des Chefs d'Etat de l'OCAM à Fort Lamy (Tchad).

As part of its efforts towards realizing a Common Market of African culture, l'Agence francophone de coopération culturelle et technique (ACCT) proposed the creation of a multi-national publishing society at its meeting in Dakar last year.

The primary task of this society would be to assure the conformity of textbooks with standards set by Ministries of Education in French-speaking countries. At a second meeting in Dakar, the Institut culturel africain et mauricien was established and its statutes subsequently presented at a conference between heads of states of the OCAM at Ft. Lamy (Chad). The Cultural Institute, with exchange between African communities and the diffusion of educational and university texts.



Projets de Nouvelles Organisations Internationales Plans for New International Organizations

New European Youth Foundation : Representatives of fourteen members of the Council of Europe met in Bonn last year. The aim of this conference was to discuss basic principles in setting up a European Youth organization. Specific tasks to be implemented by the new body would be : to promote European conferences and seminars, limited at first to youth and student leaders, to promote a European Youth Voluntary Service, to promote youth activities in the fields of sport, arts, and science, to foster scientific studies and documentation on the problems of working youth, and to create an information service. Its members would be the European confederations of non governmental youth organizations, organizations active in the field of youth work, but young people from East European countries could also be included.

The organization will be probably be based in Strasbourg, where a European Youth Centre is under construction. The basic foundation idea is to make young people conscious of their joint responsibility for creating a united and peaceful Europe. A committee of eight countries : Austria, Belgium, France, Germany, Great Britain, Holland, Italy and one of the Scandinavian countries, continues the consideration of the various aspects of the plan..

Le projet d'une Fondation Européenne de la Jeunesse a été approuvé par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe (14 pays membres ont discuté l'an dernier à Bonn les différents aspects

du projet). L'idée maîtresse de ce nouvel organisme est de rendre la jeunesse de plus en plus consciente de sa commune responsabilité pour la création d'une paix unifiée et durable en Europe. Les membres en seront les organisations européennes faisant partie du Conseil de l'Europe et les organismes travaillant activement pour les jeunes en Europe, la Fondation sera ouverte également aux jeunes de l'Est. Une commission de 8 pays est chargée d'examiner les différents aspects du projet de cette Fondation qui sera largement autonome et dont le siège sera probablement établi à Strasbourg.

Une Banque internationale pour l'Islam : Du 26 au 28 décembre 1970 la conférence des ministres des affaires étrangères des pays islamiques, représentant 23 pays, a examiné avec beaucoup d'intérêt les propositions soumises par le Pakistan et la RAU. Celles-ci concernent la création d'une banque islamique ou celle d'une fédération des banques de l'Islam. Cette idée est étudiée par la RAU, chargée de ce travail préliminaire. Le résultat de cette première phase sera soumis ensuite au secrétariat général de la conférence endéans les six mois. Les pays membres examineront à leur tour cette étude et pourront participer à l'enquête préliminaire en envoyant des spécialistes et des experts en la matière.

Une décision sera prise au cours de la prochaine Conférence des ministres des affaires étrangères de l'Islam.

During the last conference of Islamic foreign ministers the UAR and Pakistan presented the idea of a study for an International

Muslim Bank.

The results of the preliminary study, made by the member-states, will be submitted to the secretary-general of the Islamic Conference as early as possible, to be discussed during the next conference of Islamic foreign ministers.

European Liaison Secretariat for Youth Organizations : Two years ago, several international youth organizations created a liaison secretariat on an experimental basis in Brussels. The main idea is to set up, eventually, a permanent bureau for the co-ordination and the cooperation of the European Youth organizations..

Un secrétariat de liaison a été créé, voici deux ans, à Bruxelles. Cette expérience permettra bientôt rétablissement d'un Bureau Permanent des organisations européennes de la Jeunesse, ayant comme but leur coordination pour une meilleure coopération.

Sciences et développement : Réunis à Stockholm à l'initiative de deux organismes suédois : l'Académie Royale et l'Académie des Sciences de l'ingénieur, seize Académies et Conseils nationaux, l'Académie américaine des arts et l'Unesco, ont proposé la création d'une Fondation internationale des Sciences. Son but : encourager les pays en voie de développement à intensifier et approfondir la formation scientifique et la recherche, par l'octroi de subventions destinées à l'achat d'équipement, ou par le versement de bourses aux chercheurs et groupes de chercheurs. Les critères du choix en seront la qualité et l'opportunité des

travaux ainsi que l'intérêt qu'ils offrent pour les besoins des pays en question. Le physicien français Pierre Auger a accepté la présidence d'un Comité Permanent de 20 membres.

On the initiative of the Royal Swedish Academy and The Swedish Academy of Engineering Sciences and in cooperation with the American Academy and Unesco, representatives of sixteen national academies and councils met in Stockholm and proposed the formation of an international Science Foundation. Its aim : to encourage research in and the scientific formation of developing countries, by subsidizing the purchase of equipment and by conferring research grants. The criteria : the excellence of individual projects and the opportunity each offers for meeting the needs of the countries in question.

Free and Democratic Pan African Trade Union Movement :
The General Secretary of the International Confederation of

Free Trade Unions, Mr Harm Buitter, has stressed the importance of African Trade Unions forming a free and democratic Pan African Trade Union Movement, completely independent of government and political control.

A Pan African Trade Union Movement will help solve the peculiar problems of the African workers, but this continental body could not possibly remain in isolation.

Harm Buitter emphasized the fact that the problems of African workers could be solved more easily through mutual collaboration and cooperation with the ICFTU.

Le projet d'une Union Panafricaine des Syndicats Libres est à l'étude. Le Secrétaire Général de la Confédération des Syndicats Libres, Mr Harm Buitter, a souligné l'importance de ce projet et l'aide que peut y apporter la C.I.S.L. Complètement indépendant de tout

contrôle gouvernemental et politique, ce mouvement devrait permettre aux syndicats de travailleurs africains de faire face à leurs problèmes.

Promotion de l'information européenne : Le Centre de l'Information Européenne (CPIE), s'est donné comme principale tâche d'étudier et de résoudre les problèmes de l'information en Europe.

A l'initiative de son président, et en corrélation avec ses activités présentes, le CPIE se propose de créer une organisation européenne d'information : (OEI). Cette nouvelle institution se présentera comme un organe d'orientation de toute recherche d'information ou de documentation. L'OEI visant à accroître la productivité des centres de documentation existants, cet organisme est présenté également comme un service commun de liaison de ces centres.

JACQUES YVER

FOURRURES

« CREATION JEUNE »

**13, RUE DE LA TRÉMOILLE
PARIS 8e Tél. 225-39-18**

JACQUES YVER

« BOUTIQUE »

**11, RUE CLÉMENT-MAROT
PARIS 8e Tél. 225-83-15**

At the initiative of its president and in accord with its present activities, The Center for the Promotion of European News (CPIE) has proposed the creation of an European News Organization (OEI). The new organization would act as the administering and coordinating organ for all news research and documentation.

Seamen in West Africa : In January 1970 discussions were held by Trade Unions in various countries on the idea of a new federation of the seamen. Nigeria, Sierra Leone, Gambia, Liberia and Ghana have agreed to join the proposed organization, which will be an answer to the increasing rate of technological change in the maritime industries.

Répondant à l'évolution rapide de la technologie de l'industrie maritime, le Niger, la Sierra Leone, la Gambie, le Libéria, et le Ghana ont approuvé le projet de création d'une Fédération des syndicats des marins.

Pepper community : The three major pepper producers : India, Indonesia, and Malaysia, held an informal meeting in Djakarta. They decided to set up a pepper community to help solve their problems.

The principal objectives are to encourage and coordinate the research on production and new uses of pepper, draw up projects for increasing consumption in traditional and new markets, initiate joint action to reduce imbalances in revenues resulting from the fluctuations in prices. In the light of world wide economic developments, the Djakarta meeting made a short term as well as long term review of the pepper situation.

L'Inde, l'Indonésie et la Malaisie ont décidé l'établissement d'une Communauté du Poivre qui a pour but de coordonner leurs efforts et faire face, ainsi, aux problèmes affectant le marché de cette denrée.

Cette nouvelle communauté couragera et coordonnera toute recherche sur la production et les nouveaux usages du poivre

Traitement électronique pour la documentation juridique et administrative : C'est à Genève sous le patronage du « Centre de la Paix Mondiale et du Droit », que sera créé un Institut International favorisant le développement des sciences juridiques et économiques. Grâce à l'emploi d'ordinateurs, ce nouvel organisme étendra largement la diffusion de la documentation en matière de droit international public et privé.

Under the auspices of the Center for Law and World Peace, an international institute dedicated to the development of judicial and economic sciences will be formed in Geneva. The new body will encourage the dissemination and availability of documentation on international law, both public and private, thanks to increased computer usage.

(Suite page 250)



The leading Hotel
Unique situation directly
on the Lakeshore
Beautiful Rooms and
Apartments
French Restaurant
All facilities for select
Banquets and Business-
Meetings
Garage

LUCERNE - SWITZERLAND

THE GRAND HOTEL NATIONAL

ERIC E GLATTFELDER
Manager

Open 15th March - 1st November

Tel (041) 22.74.42

Telex 78.130

MATERIEL D'INTERPRETATION SIMULTANEE

ENREGISTREMENT ET AMPLIFICATION DU SON

LOCATION - VENTE
Toutes durées

FRANCE - ETRANGER
Type Radio ou fil

TRANSMILEC

Les Transmissions Electriques

26, rue du Châlet 92 - ASNIERES (France) - Tél. : 793.10.43 - 793.76.15

Fournisseur des Organisations Internationales, Ministères et Facultés.

REFERENCES EN EUROPE, AFRIQUE ET OCEANIE

(Suite de la page 248)

Centralisation de la documentation sur l'habitat et l'environnement : C'est le 15 décembre 1970, à Neuilly, qu'est inauguré le Centre intergouvernemental de documentation sur l'habitat et l'environnement.

Premier but du CIDHEC : sélectionner toute la documentation concernant la construction, l'aménagement urbain et régional, et l'environnement sous tous ses aspects.

Mettre ensuite, cette documentation à la disposition de tout organisme public ou privé qui en ferait la demande.

Grâce à l'informatique, les renseignements seront rassemblés journellement, traités et distribués aux intéressés sous la forme répondant à leurs intérêts particuliers.

Périodiquement, le Centre publiera un catalogue par pays et par sujet.

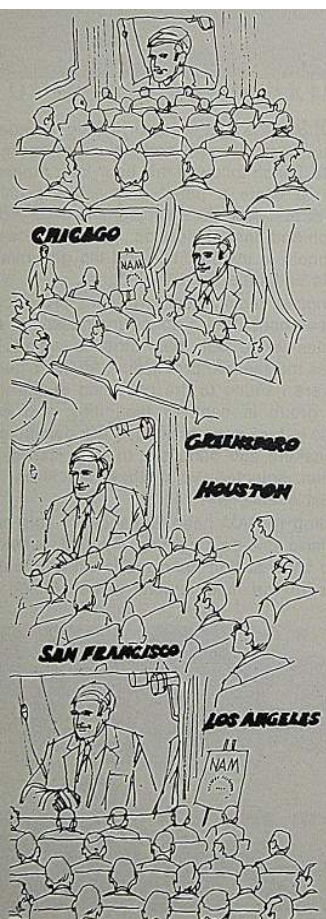
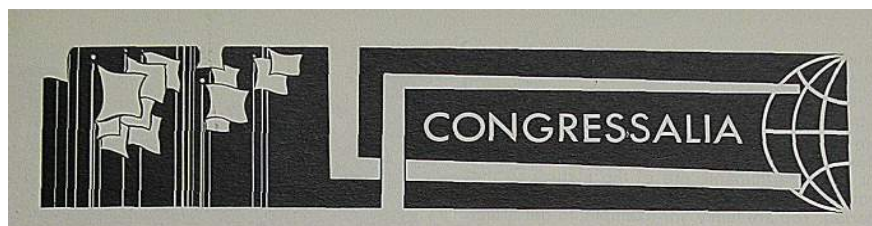
Ce nouvel organisme travaillera en coopération avec l'Unesco et l'Unisist pour arriver à une coordination effective de l'information dans le monde.

The Intergovernmental Center for Documentation on Habitat and the Environment was founded in Neuilly on December 15, 1970. Working in conjunction with Unesco and Unisist (World System of Scientific Information), the new center will put at the disposal of public and private organizations important documentation concerning construction, urban and regional planning, and the environment. A catalogue will be published periodically on the information which it has collected.

International Center for Terminology : The General Secretariat of the Council of Europe, acting

on a proposal made by the International Federation of Translators, has reached an accord concerning a new International Center for Terminology. A preliminary study, directed from Strasbourg, was conducted on the need for and the feasibility of the establishment of such an organization by means of questionnaires distributed among institutions, companies and individuals. The replies were analyzed by the European Translations Center (Delft). The new institute will be concerned with scientific and technical terminology.

La Fédération internationale des Traducteurs propose la création d'un Centre International de Terminologie dans le domaine de la terminologie scientifique. Le Conseil de l'Europe en a pris l'initiative, et, c'est à Strasbourg qu'une étude préliminaire est en cours.



Closed-circuit TV

We are pleased to reprint below an interesting article on the use of closed-circuit TV for congresses; this article appeared in the October issue of « Meetings and Conventions ». Some 2,600 businessmen in 14 cities were the beneficiaries of the National Association of Manufacturers' first electronic seminar. The subject : equal employment. The participants : Secretary of Labor James D. Hodgson and other key government and industry leaders gathered in Washington. Additional participants included these same 2,400 businessmen who were able, through two-way audio, to query the Washington speakers and panelists and to hear their answers.

Management Television Systems, Inc. (MTS), produced the seminar. It employed its MTS 360 system which projected the video portion in full-color on a theatre-sized screen. M&C editors attended the New York area seminar, held at the Waldorf Astoria. Even though the color was not as good as in the other cities (MTS had color problems in New York), the presentation was most effective. The drama of being part of a program in which 14 other cities join you is both striking and stimulating and that in itself raises the meeting from the level of the ordinary. When you add to that factor the added ones that the subject was of burning interest to businessmen and that they had an opportunity to question some of the very people who would carry out policies vitally affecting them, one could see why the meeting achieved the intensity it did. When M&C spoke to the MTS director of marketing, Paul Douglas, afterwards, he informed us that this company has approached the NAM for just such a type of telecast several years ago. « But the right situation has to present itself, » explained Douglas, « before this type of present-

ation—and the costs it involves—become feasible.

» Closed-circuit television can be extremely effective where widespread geographic points are involved, as there were here. And secondly, it becomes almost mandatory when the speakers or other participants are of the stature so that you can only command their time for a brief period. You are lucky, for example, to get a man of cabinet rank to be able to talk with you for ten minutes. That meant, once we had the Secretary of Labor on our program—and his enthusiasm for the project was a most important factor in achieving the objectives of the meeting—you almost had to go with closed-circuit television. »



L.A. telecast committee discusses agenda.

The 14 cities and the meeting places in them, included, Atlanta (Marriott Motor Hotel); Boston (Sheraton-Plaza); Chicago (Pick-Congress); Denver (Brown Palace); Detroit (Engineering Society); Greensboro (The Hilton Inn); Houston (Sheraton-Lincoln); Los Angeles (Biltmore); New York (the Waldorf-Astoria); Philadelphia (the Sheraton); Pittsburgh (William Penn); Portland (Memorial Coliseum); St. Louis (Chase-Park Plaza); and San Francisco (Mark Hopkins).

Because of time differentials, registration times varied in these cities from 8 in the morning in the Pacific area to 11 in the East. NAM members paid \$40 for the day, which included lunch. Tariff for non-members was \$60.

First portion of the program consisted of a taped introduction by NAM president W. P. Gullander and the Secretary of Labor, followed by talks from Arthur A. Fletcher, Assistant Secretary of



Washington panelists face cameras.

Labor; John L. Wilks, Director, Office of Federal Contract Compliance, and other government officials. Lunch followed this hour-long program. After that came a panel discussion involving half a dozen government representatives. A live question-and-answer session followed between questioners in the 14 cities and the government officials and others in Washington. The original registration form sent prospective attendees contained a space for questions and delegates wrote out their other questions on cards as the seminar proceeded. All these questions were handed to the chairman of the individual group in each of the cities, and each of these in turn got a chance to ask questions of the speakers and panelists. In most cases, the chairmen selected what they felt were the toughest questions.

According to NAM head Gullander, « This comprehensive one-day meeting enabled businessmen to learn at first hand the latest information on one of the most crucial issues facing the



Discussion at St. Louis end of telecast.



industry today. » (The conference up-dated information provided at a series of meetings spearheaded by the NAM two years ago to help the industry understand its responsibilities in EEO compliance.)

Commenting on the closed-circuit technique, Gullander noted, « NAM, which is celebrating its 75th anniversary this year, has been a foremost user of communications techniques, from billboards and comic books to the latest electronic devices. We foresee the seven-league boots' of closed-circuit television as being a boon to executives. »

According to MTS, the NAM telecast represented the first time the medium had been used for a nationwide seminar. How did members of the audiences throughout the country feel about the videocast ? Here are comments : « I felt this conference was excellent and was very impressed with the video telecast approach, »—SCM Allied Paper, Inc., Kalamazoo, Michigan.

« We would like to congratulate the NAM on an outstanding program in their national video teleconference on equal employment opportunity. The discussion and presentation made very clear what needs to be done in this area. The technical competence in the presentation was amazingly high. »—PennZoil United, Inc., Houston, Texas.

« The NAM closed-circuit television program was an outstanding success as far as Los Angeles was concerned. We had over 200 local participants who were quite impressed by the quality of the program both from the standpoint of information provided by the speakers and the panels and the technical aspects. »—Lockheed Aircraft Corp., Burbank, California. « Congratulations on the excellent job on the video teleconference. It was very worthwhile. The information was well presented both in the formal presentations and in the informal question-and-answer period. » — Cook Electric Company, Morton Grove, Illinois.

*

**

Bruxelles

L'accroissement du champ d'activité communautaire amène les membres du Comité Economique et social de plus en plus souvent à Bruxelles. Si les sessions plénières continuent à se

dérouler au rythme d'une par mois, les réunions de groupe ont augmenté régulièrement : au total, le C.E.S. a tenu 263 réunions en 1967, 306 en 1968, 353 en 1969 (dont 39 réunions du groupe « agriculture » et 36 réunions du groupe « questions économiques »).
 Pour assurer le fonctionnement de cette énorme machine d'étude et de réflexion, le C.E.S. n'a que 144 fonctionnaires, dont 80 agents d'exécution et 23 traducteurs. En fait le Comité ne compte que 22 fonctionnaires « de conception et de direction ». C'est peu. Pour un travail similaire en volume, le Parlement européen dispose d'un effectif quatre fois plus important. Dans les Comités économiques nationaux (qui travaillent en une seule langue au lieu de quatre) les fonctionnaires sont également beaucoup plus nombreux.

(30 jours d'Europe)

*

Vienne

Une Conférence internationale extraordinaire de l'ONUDI, organisée à l'échelon le plus élevé possible de représentation gouvernementale, se tiendra à Vienne, du 1^{er} au 8 juin 1971, à la suite de la cinquième session du Conseil du développement industriel. Plus de 100 Etats membres et organisations internationales doivent s'y faire représenter. Le projet de résolution de la Deuxième Commission concernant l'organisation de cette conférence a été approuvé le 19 novembre par l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce projet de résolution découlait lui-même d'une résolution adoptée par le Conseil du développement industriel à sa quatrième session (20-30 avril 1970), recommandant l'ordre du jour provisoire suivant :

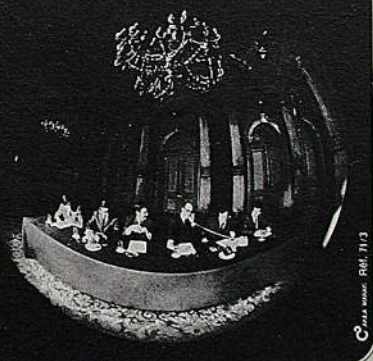
- « a) Stratégie et orientation à long terme des activités de l'ONUDI, y compris le rôle de l'Organisation dans la Deuxième Décennie pour le développement et le transfert et l'adaptation des connaissances techniques en vue du développement industriel des pays en voie de développement;
- b) Organisation de l'ONUDI;
- c) Questions relatives au financement de l'ONUDI.»

Dans la déclaration qu'il a fait devant la Deuxième Commission pendant la discussion sur cette conférence, M. I. H. Abdel-Rahman, Direc-

UN REGARD NEUF SUR LES AFFAIRES

Regard neuf sur un hôtel centenaire qui, pour répondre aux exigences de l'hôtellerie moderne a achevé l'œuvre de restauration et la reconversion la plus spectaculaire jamais entreprise à Paris. Avec ses 520 chambres, ses restaurants et ses bars réputés (la Rotisserie Rivoli, La Terrasse Fleurie, le Bistrot, le Snack) l'hôtel INTER-CONTINENTAL est un haut lieu de la vie parisienne. Regard neuf surtout sur les affaires : nous mettons à votre disposition un ensemble de salles de conférences et de réceptions unique à Paris (toutes peuvent être équipées des derniers perfectionnements de l'audio-visuel). C'est la notre reconversion et c'est aussi la raison pour laquelle l'Hôtel INTER-CONTINENTAL est devenu le lieu de rencontre privilégié des hommes d'affaires du monde entier. Hotel INTER-CONTINENTAL, 3, rue de Castiglione Paris - 1^{er} Tél. : services des ventes OPE 18-00

HOTEL INTER-CONTINENTAL



teur exécutif de l'ONU, a rappelé que tous les Etats membres et un certain nombre d'organisations avaient été invités à étudier attentivement l'ordre du jour proposé. Il a exprimé l'espoir que les Etats membres feraient connaître leurs suggestions et leurs commentaires, de telle sorte que la conférence ne se contenterait pas d'étudier des documents, mais serait l'occasion d'échanger des idées et de prendre des décisions.

(Bulletin d'information de l'ONU)

*

**

Arnhem

From 26 to 30 April, 1971, the International Cerebral Palsy Society will convene for its First Congress in Arnhem, the Netherlands. The venue will be within « Het Dorp »—the Village, a newly built district of Arnhem, exclusively reserved for handicapped adults, living and working in open contact with the surrounding community—and on the premises of the adjoining Johanna Foundation for handicapped children.

The Congress theme is « Residential care and the adult spastic ».

The organization of the Congress has been entrusted to Mr. James Loring, Secretary-General of the above-mentioned Society, Dr. A. Klapwijk, Medical Superintendent of the

« Johanna Stichting » and Mr. W.P. Bijleveld Director of the « Het Dorp » Foundation. Approximately 300 physicians and rehabilitation specialists from all over the world are expected to attend the Congress.

The International Cerebral Palsy Society, formerly the World Commission for Cerebral Palsy was established in September 1969 in Dublin, Ireland. Its object is to relieve persons suffering from cerebral palsy by promoting research and development of treatment for this affliction.

Congress budgets

The Proceedings of the 5th International Congress on Congress Organization held in Barcelona, Spain, have now been published in French and English and sent out to all who attended the 1970 meeting. Illustrated with photographs, the volume is entitled : « International Organizations and the Budgetary and Economic Aspects of their Congresses ». The present situation, future trends, practical advice and model budgets are the main subjects developed in this publication which comprises 160 pages and constitutes an addition to the International Congress Science series.

Editor : UAI, 1, rue aux Laines, 1000 Brussels.



FLORE - DÉCOR

L. JOBERT, D-E.H.V.P. Ex-Professeur d'Horticulture
FLEURISTE DECORATEUR

Spécialiste de la décoration florale des salles et des tables pour toutes manifestations

TEL 828 - 14-21

145, AV. FELIX FAURE
PARIS 15e

DOLDER

GRAND HOTEL

ZURICH

*Vue magnifique
sur la ville, le lac
et les Alpes
650 m.s.m.*

Situation tranquille dans le quartier résidentiel - Nouvelle aile de 64 appartements de grand luxe avec balcon ou terrasse - Salles de conférences et de congrès (arrangements spéciaux durant l'hiver) - Golf-Tennis - Minigolf-Piscine à vagues artificielles - Service de voiture avec le centre de la ville (6 min.)



Représentant pour la France et le Bénélux : M Claude L C DUTEIL, 11, rue de Rome, 75-Paris 8e — Tél. LAB 81-89

New International Meetings Announced

Information listed in this section supplements details in the Annual International Congress Calendar (published as the December 1970 issue of the magazine) as well as details in earlier 1971 issues

1971 May 3-6 Santa Margherita Ligure (Italy)
10th conference of biochemists of Latin culture.

*Prof A Bonsignore, Istituto di Chimica Biologica,
V le Benedetto XV, 1, 16132 Genoa, Italy.*

1971 Apr 12-17 Altenkirchen (Germany, Fed Rep)
European Association of Teachers/Conseil Belge du Mou-
vement Eeropéen/Académie Evangélique d'Altenkirchen.
14e semaine européenne : Transformation dans la société
et dans l'exécution du pouvoir.

*Evangelische Akademie, 532 Altenkirchen/Westerwald,
Germany (Fed Rep).*

1971 May 3-7 Nice (France)
Int symposium : Educational satellites.

*Centre National d'Etudes Spatiales, Division des rela-
tions universitaires, 129 rue de l'Université, 75 Paris 7e,
France.*

1971 May 4-14 Brussels (Belgium)
Customs Co-operation Council, Valuation Committee. 54th
session.

rue Washington 40., 1050 Brussels, Belgium.

1971 May 5-7 Vincennes (France)
European Confederation of Agriculture. Working group on
rural youth. 18th meeting.

Case Postale 87, 5200 Brougg, Switzerland.

1971 May 10-13 Paris-Versailles (France)
Association Int Urbanisme et Commerce. 3e congrès mon-
dial.

rue Montoyer 61, 1040 Brussels, Belgium.

1971 May 12-14 Dortmund (Germany, Fed Rep)
Int colloquium on « Education and Vocation ».

*Rationalisierungs-Kuratorium der Deutschen Wirtschaft
(RKW) e v, Gutleystrasse 163-167, 6000 Frankfurt/Main,
Germany (Fed Rep).*

1971 May 13-15 London (UK)
Association Européenne de Médecine Interne d'Ensemble.
Symposium.

rue des Eburons 75, 1040 Brussels, Belgium.

1971 May 13-19 (Morocco)
Food and Agricultural Organization of the United Nations,
Fishery Committee for the Eastern Central Atlantic. 2nd
session.

Via délie Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.

1971 May 16-20 Washington DC (USA)
Institute of Electrical and Electronics Engineers. Int micro-
wave symposium.

*R V Garver, Harry Diamond Labs, Conn & Van Ness
Str, Washington DC 20438, USA.*

1971 May 17-18 Berlin (Germany, Fed Rep)
Kongress Internationaler rechtsschutzversicherer.

*Deutscher Automobilschutz, Bundesallee 38, 1 Berlin
31, Germany (Fed Rep).*

1971 May 18-21 Rome (Italy)
Food and Agricultural Organization of the United Nations,
Committee on Constitutional and Legal Matters. 24th ses-
sion.

Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.

1971 May 26-29 Geneva (Switzerland)
Society of French Speaking Neurosurgeons. 21st congress.
*Prof A. Werner, Hôpital Cantonal, Clinique Universi-
taire de Neurochirurgie, Geneva, Switzerland.*

1971 May 27-28 Rome (Italy)
European Centre for Public Enterprise. 5e congrès : L'en-
treprise publique élément dynamique de la politique
industrielle. P : 250.

rue de la Loi 64, 1040 Brussels, Belgium.

1971 May 30-Jun 5 Rome (Italy)
3e séminaire int de prévention et de prophylaxie du
cancer.

Dr A. Veneziale, P Portor Pia 121, Rome 00198, Italy.

1971 May Paris (France)
European Association of Scientific Information Dissémina-
tion Centres. 2nd meeting.

Dr A K Kent, UKCIS, Nottingham University, UK.

1971 Jun 1-8 Vienna (Austria)
United Nations Industrial Development Organizations.
Special int conference.

Palais des Nations, 1211 Geneva, Switzerland.

1971 Jun 2-5 Brussels (Belgium)
Int Group for Scientific Research In Stomatology. 15th
meeting jointly with Morphology and Genetic Group.

*G I R S, institut de Stomatologie, rue Haute 322,
1000 Brussels, Belgium.*

1971 Jun 7-9 Berlin (Germany, Fed Rep)
European Society for the Study of Drug Toxicology. 13th
conference.

*Prof M Kramer, Rusternallee 5, 1 Berlin 19, Germany
(Fed Rep).*

1971 Jun 14-16 Montreal (Canada)
Int communications conference.

*Communications Technology Group, IEEE, 345 E 47th
Street, New York, N Y 10017, USA.*

1971 Jun 14-19 Torremolinos (Spain)
Int Olive Oil Council. 3rd conference on olive oil tech-
nicians.

Agustina de Aragon 11, Madrid 6, Spain.

1971 Jun 20-23 Montreal (Canada)
Int conference on nuclear reactors and radioisotopes.

- Canadian Nuclear Association, 11 Ouest rue Adelaide,
Toronto 1, Canada.
- 1971 Jun 21-24 Berlin (Germany, Fed Rep)
7th int insurance seminar.
Deutscher Verein für Versicherungswirtschaft, Johannisberger Strasse 31, 1 Berlin 33, Germany Fed Rep.
- 1971 Jun 21-26 Stresa (Italy)
Int Union of Biological Sciences. 2nd congress on photosynthesis.
Prof F A Stafleu, Botanisch Museum, Lange Nieuwstraat 106, Utrecht, Netherlands.
- 1971 Jun 22-25 Brighton (UK)
European Society for Pédiatrie Research. Annual meeting.
Institute of Child Health, Hammersmith Hospital, Du Cane Road, London W 12, UK.
- 1971 Jun 27-Jul 3 Budapest (Hungary)
Int Association of Microbiological Societies, Section of Virology. 2nd congress.
MOTESZ, Aprod-u 1, Budapest 1, Hungary.
- 1971 Jun 28-Jul 2 Bucharest (Rumania)
World Energy Conference. 8th conference.
5 Bury Street, St James's, London SW1, UK.
- 1971 Jun 29-Jul 3 Dublin (Ireland)
Lutheran World Federation. 5th Latin American Lutheran conference.
Education and Training Associates, 74 Northumberland Road, Ballsbridge, Dublin 4, Ireland.
- 1971 Jul Jose C Paz (Argentina)
Lutheran World Federation. 5th Latin American Lutheran conference.
route-de Femay 150, 1211 Geneva 20, Switzerland.
- 1971 Aug 8-15 Paris (France)
Theosophical Society in Europe. Congress.
Miss Use von Tresckow, St Michael's House, Valkeveenselaan 19, Huizen N H, Netherlands.
- 1971 Aug 16-24 Rehovot (Israel)
Rehovot Conference on Urbanization and Development in Developing Countries. P : 100.
Dr A Manor, Rehovot Conference, P O Box 150, Rehovot, Israel.
- 1971 Aug 22-27 St Louis (USA)
Lutheran World Federation. 4th int congress for Luther research.
route de Ferney 150, 1211 Geneva 20, Switzerland.
- 1971 Aug 25-29 Vasteras (Sweden)
Int Amateur Theatre Association. 10th int congress : The function of theatre in society.
Peter M Schraiber, Nieuwe Uitleg 15, The Hague, Netherlands.
- 1971 Aug 29-Sep 4 Addis Ababa (Ethiopia)
Association for the Advancement of Agricultural Sciences in Africa/Un Economic Commission for Africa. Conference on agricultural research and production in Africa : Efficiency, application and coordination.
AAASA Secretariat, P O Box 30087 - MA, Addis Ababa, Ethiopia.
- 1971 Sep 5-12 Turin (Italy)
3rd int conference of women engineers and scientists.
- Conference Secretariat, Corso Vinzaglio 14, 10121
Torino, Italy.
- 1971 Aug 30-Sep 4 Brno (Czechoslovakia)
Czechoslovakia Academy of Sciences. 5th int congress on arachnology.
Ustav pro vyzkum obratlovecu CSAV, Drobneho 28 Brno, Czechoslovakia.
- 1971 Sep 6-10 Gyor (Hungary)
Int Federation of Automatic Control. Symposium on digital simulation of continuous processes.
Organizing Committee of IFAC symposium on Digital Simulation, P O B 63, Budapest 112, Hungary.
- 1971 Sep 7-10 Loughborough (UK)
Institution of Electrical Engineers, Control and Automation Division. Conference on displays.
The Manager, Conference Department, IEE, Savoy Place, London WC2R OBL, UK.
- 1971 Sep 8-9 London (UK)
Institution of Electrical Engineers, Education and Management Division. Conference : « High voltage insulation in vacuum ».
Dr D T Swift-Hook, MEL CEGB, Marchwood, Southampton, UK.
- 1971 Sep 13-16 Bologna (Italy)
European Association of Veterinary Anatomists. 7th congress.
Prof Culzoni, Cornocchio, 43100 Parma, Italy.
- 1971 Sep 13-16 Nice (France)
1st int conference on cell differentiation. P : 100.
L. Montagnier, Institut du Radium-Biologie, Bâtiment 110, Faculté des Sciences, 91 - Orsay, France.
- 1971 Sep 13-14 Strasbourg (France)
Lutheran World Federation. 5th ecumenical seminar : « Heresy today ».
Institute for Ecumenical Research, Strasbourg, France.
- 1971 Sep 14-18 Madrid (Spain)
World Health Organization, Regional Committee for Europe. 21st session.
1211 Geneva 27, Switzerland.
- 1971 Sep 15-19 Atlantic City (USA)
American Field Service. Int Convention.
373 East 43rd Street, New York, NY 10017, USA; 770 rue des Palais, 1030 Brussels, Belgium.
- 1971 Sep 19-21 Dublin (Ireland)
Council of the Professional Photographers of Europe. General assembly.
79 rue de l'Aurore, 1050 Brussels, Belgium.
- 1971 Sep 20-24 Dublin (Ireland)
Int Dairy Federation. 55th annual sessions. P : 300. Ex.
Square Vergote 41, 1040 Brussels, Belgium.
- 1971 Sep 28-Oct 1 London (UK)
European Federation of National Engineering Associations. 5th congress : The training of professional engineers. P : 1000.
FEANI, 1 bd Malesherbes, 75-Paris 8e, France.
- 1971 Sep Paris (France)
Int Social Science Council. Meeting of experts on social science policy.
CISS, Unesco, 1 rue Miollis, 75-Paris 15e, France.

1971 Sep-Oct New Delhi (India)
Women's Int Democratic Federation/National Federation of
Indian Women/UNESCO. Asian regional seminar.
13 Unter den Linden, 108 Berlin, Germany (Dem Rep).

1971 Oct 11-14 Istanbul (Turkey)
2nd Mediterranean congress on thromboembolism.
Prof Dr Orhan N Uluth, Division of Haematology,
Internal Clinic of Cerrahpasa, Medical Faculty of
Istanbul University, Istanbul, Turkey.

1971 Oct 11-16 Sao Paulo (Brazil)
Brazilian Research Association on Aromatic Plants and
Essential Oils. 5th int congress on essential oils. P : 500.
Ex.

Alcantara Machado congressos Ltda, Rue Gabriel dos
Santos 443, Sao Paulo, SP, Brazil.

1971 Oct 13-18 Rouen (France)
Protecna, 1st int exhibition and congress for protection
of nature and its environment.

COMET, 48 Quai de Paris, 76-Rouen, France,

1971 Oct 31-Nov 7 Honolulu (Hawaii, USA)
Junior Chamber Int. World congress.
do John Char, 850 Kam Highway, Pearl City, Hawaii
96782, USA.

1971 Oct Kuala Lumpur (Malaysia)
Eastern Regional Organisation for Planning and Housing.
4th Council meeting. P : 100.

4A Ring Road, Indraprastha Estate, New Delhi 1, India.

1971 Nov 14-20 New Delhi (India)
Ent Federation of Asian and Western Pacific Contractors
Associations. 11th convention : Low cost housing.

PCA Building, E Rodriguez Avenue, Barrio Ugong
Pasig, Rizal, Philippines.

1971 Nov 21-25 Maracaibo (Venezuela)
Union of Latin American Universities. 7th conference on
medical schools in Latin America.

Dr Heber Villalobos, Decano de la Facultad de Medi-
cina de la Universidad del Zulia, Aptdo 15107, Las
Delicias, Maracaibo, Venezuela.

1971 Nov Mexico City (Mexico)
Int Society of Art and Psychopathology. 3rd symposium.
Ex.

Docteur Castellanos, Insurgentes Sur 1748-503, Mexico
20, D.F.

1971 Dec 26-31 (India)
Theosophical Society. Int annual convention.
Adyar, Madras 20, India.

1972 Jan 9-14 (Israel)
Israel Institute of Industrial and Labor Relations/Israel
Industrial Relations Research Association. Int conference
on trends in industrial and labor relations.

4 Henrietta Szold Street, Tel Aviv, Israel.

1972 Mar 22-24 Travemunde (Germany, Fed Rep)
European Federation of Corrosion. Conference : Corro-
sion and fouling problems on metals in sea water and
brackish waters.

Schiffbautechnische Gesellschaft eV, Neuer Wall 54,
Hamburg 56, Germany (Fed Rep).

1972 Spring Rotterdam (Netherlands)
European Federation of Compound Feeding Stuffs Manu-

A DEUX PAS
DU ROND-POINT

Le RESTAURANT LAURENT

vous offertes tous les jours

sa Cuisine de 1^{er} Ordre

ses Salons pour Dîners
d'Affaires

TOUS LES SOIRS
Dîners Dansants

TÉLÉPHONE : 41. AV^E GABRIEL
ÉLYSÉES 14-50 (CHAMPS-ÉLYSÉES)

même direction

Menu
du
Vert-Galant

42 QUAI DES ORFÈVRES
PARIS 1^{er}
DANTON 83-68

nos spécialités

Les œufs Vert-Galant

Les Filets de Sole du Chef

Le Soufflé de Barbe

La Poule au Pot Henri IV

Les Rejons flambés à la façon

Le Pannequet

Au Centre de Paris

dans le quartier le mieux desservi

L'HOTEL LUTETIA ★★★★★

(Le Grand Hôtel de la Rive Gauche)

met à votre disposition

le service hôtelier

le plus complet

•

330 chambres rénovées
Restaurant confortable
 « Le Borghèse »
Brasserie - Rôtisserie
 2 Bars Américain

•

SALONS RENOVES
 pour : Réceptions, Banquets,
 Conférences, Séminaires

—

UNE CUISINE DE QUALITE

UNE CAVE REPUTEE

UN SERVICE DE CLASSE

•

43-47, Boulevard Raspail
PARIS (VI^e)

Tél. : Littré 44-10 et 45-10
 Télégr. : Lutetiaotel

facturers/Vereniging van Nederlandse Mengvoederfabrikanten. 8th European congress of the compound feeding stuffs industry.

V N M F, Johann de Witt laan 12, Den Haag, Netherlands.

1972 Spring Paris (France)
 European Federation of National Engineering Associations Meeting.

FEANI, 1 Boulevard Malesherbes, 75-Paris Se, France
 1972 Apr-May Johannesburg (S Africa)
 South African Institut of Mining and Metallurgy/South African Council for Scientific and Industrial Research/South African Council for Automation and Computation. 10th Int symposium on computer application in the mineral industry
 Kelvin House, 2 Holland Street, Johannesburg, S Africa.

1972 May 7-14 Saint-Malo, Dinard (France)
 Int Association of Thalassotherapy. 15th congress.
 Dr A. Cornet, 4 rue Meissonier, 75-Paris 17e, France.

1972 May 21-23 London (UK)
 Int Association of Exchange Dealers. Congress. P : 900.
 Mr Peter Day, do Barclays Bank Ltd, 152-156 Upper Thames Street, London EC4, UK.

1972 May 21-27 Tokyo (Japan)
 European Federation of Corrosion. 5th congress on metallic corrosion.
 Dr G Ito, National Research Institute for Metals, 2-3-12 Nakameguro, Meguro-ku, Tokyo, Japan.

1972 May 28-Jun 1 Venice (Italy)
 Int Union against the Venereal Diseases and the Treponematoses. 27th general assembly in conjunction with the 14th int congress of dermatology. P : 150.
 Dr C S Nicol, Lydia Dept, St Thomas' Hospital, London SE1, UK.

1972 May Cannes, Grasse (France)
 7e symposium Méditerranéen sur l'odorat : sens chimiques et nutrition.
 Prof Yves Guerrier, Hôpital Saint-Charles, rue Auguste Broussonnet, 34-Montpellier, France.

1972 May Houston (Texas, USA)
 Sales Promotion Executives Association. 15th annual int conference.
 2730 Delancey Place, Philadelphia, Pa 19103, USA.

1972 May Seoul (Korea)
 Eastern Regional Organisation for Planning and Housing. 4th congress. P : 300. Ex.
 c/o Korean Planners Association, 5-5, 2-Ka, Myong-Dong, Chung-Ku, Seoul, Korea.

1972 Jul 16-21 Sao Paulo (Brazil)
 Int Society of Hematology. 15th congress. P : 4000. Ex.
 Hosp das Clinicas, P O Box 8091, Sao Paulo, Brazil.

1972 Aug 7-14 Moscow (USSR)
 Int Union for Pure and Applied Biophysics. 4th int biophysics congress.
 Pr G M Frank, Institute of Biophysics, Academy of Sciences of USSR, Profsoyuznaya 7, corpus 1, Moscow V-133, USSR.

1972 Aug 14-18 Copenhagen (Denmark)
 Collegium Int Neuropsychopharmacologicum. 8th con-

- gress. P : 300.
Prof E. Cuenca, Universidad de Barcelona, Casanova 143, Barcelona 11, Spain.
- 1972 Aug 28-31 Szekesfehervar (Hungary)
 In Commission for the History of Representative and Parliamentary Institutions. Conference. P : 100. Ex.
Magyar Torténelmi Tarsulat, I Uri u 51-53, Budapest, Hungary.
- 1972 Sep 11-15 Bucharest (Rumania)
 Int Organizing Committee of World Mining Congresses. 7th world mining congress on organisation and management in mining.
Dr P Viad, ICEMIN, Calea Victoriei 220, Bucharest, Rumania.
- 1972 Sep 12-20 Edinburgh (UK)
 2nd int congress on the history of oceanography.
The Assitant Secretary, Royal Society of Edinburgh, 22-24 George Street, Edinburgh EH2 2PQ, UK.
- 1972 Sep 15-20 Bucharest (Rumania)
 Balkan Medical Union. 11th medical week.
10 rue Progresul, Bucharest, Rumania.
- 1972 Sep 18-22 Brussels (Belgium)
 World Touring and Automobile Organisation/Permanent Int Association of Road Congresses. 11th int study week in traffic and safety engineering.
OTA, 32 Chesham Place, London SW1, UK.
- 1972 Sep Paris (France)
 Société d'Ergonomie de Langue Française. 9e congrès.
Prof Wisner, 41 rue Gay-Lussac, 75-Paris 5e, France.
- 1972 Dec 26-31 (India)
 Theosophical Society. Int annual convention.
Adyar, Madras 20, India.
- 1973 Apr 27-May 1 Geneva (Switzerland)
 Int Federation for Services of Emergency Telephonic Help. 6th congress.
20 rue du Marché, 1204 Geneva, Switzerland.
- 1973 May Los Angeles (Cal, USA)
 Sales Promotion Executives Association. 16th annual int conference.
2130 Delancey Place, Philadelphia, Pa 19103, USA.
- 1973 Jul 15-20 Brussels (Belgium)
 Int Diabetes Federation. 8th congress.
Dr J Pirart, avenue Churchill 234B, 1180 Brussels, Belgium.
- 1973 Aug 13-19 Bergen (Norway)
 Int Leprosy Association. 10th congress.
Prof Erick Waaler, Gade Pathological Institute, University of Bergen, Bergen 5000, Norway.
- 1973 Sep 3-10 Chicago (USA)
 Int Union of Anthropological and Ethnological Sciences. 9th congress. P : 2000. Ex.
Pr Sol Tax, University of Chicago, 1126 East 59th Street, Chicago, Illinois 60637, USA.
- 1973 Sep Vama (Bulgaria)
 Int Federation of Societies of Philosophy. 15th world congress.
Prof Leo Gabriel, Universitat Wien, Universitätsstrasse 7, 1010. Wien, Austria.
- 1973 Djakarta (Indonesia)
 Asian Pacific Dental Federation. 7th congress. P. 13 member countries. Ex.
Dr G Rizali Noor, Djalan Anjer 2, Djakarta, Indonesia.
- 1974 Aug Copenhagen (Denmark)
 Int Economic History Association. 6th congress. P : 1000.
AIHE, Prof J F Bergier, Ecole Polytechnique Fédérale, Leonhardstr. 33, 8006 Zurich, Switzerland.
- 1974 Dec 26-31 (India)
 Theosophical Society. Int annual convention.
Adyar, Madras 20, India.
- 1974 Lima (Peru)
 Int Organizing Committee of World Mining Congresses. 8th world mining congress on forecasting developments in mining up to the year 2000.
Ing M Najberg, Al Ujazdowskie 1/3, URM, Warsaw, Poland.
- 1974 Paris (France)
 Collegium Int Neuropsychopharmacologicum. 9th congress. P : 600.
Thomas A Ban, M D, Director, Division of Psychopharmacology, Douglas Hospital, 6875 Lasalle Blvd, Montreal 204, Quebec, Canada.

MOTEL INTERNATIONAL DE LYON ***

SUR A 6 et N 6 à 7 km de Lyon



- pour séminaires et congrès
- 4 salles entièrement équipées de 20 à 200 personnes.
- Restauration 24/24 h. Restaurant gastronomique, grill, café-taria, Bar-Salon.
- 130 chambres, PISCINE CHAUFFEE, TENNIS.
- 400 places de parking TEL : 47.43.50.

PORTE DE LYON 69 /Dardilly.

UAI PUBLICATIONS

Yearbook of International Congress Proceedings (every 2 years), 2nd edition (1962-9).

Contents : bibliography of papers, reports and proceedings of meetings of organizations listed in the *Yearbook of International Organizations*. 1st edition covers meetings in the years 1960-1967, 2nd edition covers meetings in the years 1962-1969. Bibliographies for the meetings in the years 1957, 1958 and 1959 are also available.

Directory of Periodicals Published by International Organizations (irregular)

Contents : bibliography of periodicals of organizations listed in the *Yearbook of International Organizations*.

Yearbook of International Organizations (ever 2 years), 13th edition (1970-71)

Contents : aims, titles, structure, activities, finance, publications, meetings of international organizations. Includes the *Who's Who in International Organizations* and the *International Initials* previously published separately. Information on approximately 4000 organizations.

International Congress Science Series

9 volumes on the technicalities of international meeting organization.

Documents for the Study of International Non-Governmental Relations

15 volumes.

Liste de publications envoyée sur demande

Publications list sent on request

Où souscrire à votre abonnement et aux autres publications de l'UAI :

soit directement à l'UAI, rue aux Laines, 1, Bruxelles 1, Belgique (voir modes de paiement ci-dessous); soit auprès d'un libraire et tout particulièrement en :

ALLEMAGNE (R.F.) Libr. Hans Meschen-
dorfer, Hackenstrasse 3/1, Munich 2; Libr.
Rudolf Pieper, Worthstrasse 1/11, 8 Munich;
Libr. Alexander Horn, Spiegelgasse 9,
6200 Wiesbaden. — AUSTRALIA, S.C.N. Agen-
cies Pty Ltd, 178 Collins Street, Melbourne.
Victoria 3000. — AUTRICHE, Librairie Gerold
& C, Graben 31, Vienne 1. — BELGIQUE
Agence et Messageries de la Presse, rue
du Persil, 14-22, Bruxelles 1; Office Inter-
national de Librairie, avenue Marix, 30,
Bruxelles 5. — CANADA, Co-operative Book
Centre of Canada Ltd, 125 Bermondsey Road,
Toronto 16, Ont. — CHILE, Libr. Oscar Marin y
Cia, Casilla 9812, Santiago. — DENMARK
Libr. Jul. Gjellerup, Solvgade 87, Copenhagen
K; Libr. Munksgaard, Nørregade 6, Copenhagen
K. — ESPAGNE, Playade, Duque de Alba 9,
ESPAGNE, Playade, Duque de Alba 9,
Madrid 12. — FINLAND, Akateeminen Kirja-

kauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki; Rautatie-
kirjakauppa Oy, Kampinkatu 2, Helsinki 10.
— FRANCE, Librairie des Méridiens, boule-
vard Saint-Germain, 119, Paris 6e; Libr. P.
Raymann & C, rue de Tournon, 17, Paris 6e;
Off-Lib, rue Gay-Lussac, 48, Paris 5e; Libr.
Technique & Documentation, rue Lavoisier, 11,
Paris 8e. — ISRAEL, Weiss Subscriptions
1 Jabotinsky Street, Tel Aviv. — ITALIE,
Libreria Commis. Sansoni, Via Lamarmora 45,
Florence; Libr. Ambrogio Raguzzi, Corso
Trieste, Rome. — JAPAN, Kokusai Shobo Ltd,
5 Ogawamachi, 3-chome, Kanda, Chiyoda-ku,
Tokyo; Kinokuniya Bookstore Ltd, 826 Tsuno-
hazu, 1-chome, Shinjuku-ku, Tokyo. — NE-
THERLANDS, N.V. Meulenhoff-Bruna, Beu-
lingsstraat 2, Amsterdam; Swetz & Zeitlinger,
Keizersgracht 487, Amsterdam C; N.V. Marti-
nus Nijhoff, Lange Voorhout 9-11, s-Graven-
hage. — NORWAY, Libr. Tanum-Cannem-

meyer, Karl Johansgt. 43, Oslo 1. — PORTU-
GAL, Librairie Fern, 70 rua Nova do Almada
74, Lisbonne. — SUISSE, Libr. Herbert Lang
& C, Munzgraben 2, Berne; Libr. Payot,
6 rue Granus, Genève. — SWEDEN, Librairie
de la Cour C.E. Fritze, Fredagatan 2, Stock-
holm 6; Almqvist & Wiksell, Gamla Broga-
lan 26, 101 20 Stockholm 1. — UNITED KING-
DOM, Blackwell's Foreign Dept, Broad Street,
Oxford; Wm. Dawson & Sons Ltd, Cannon
House, Macklin Street, London WC2. —
U.S.A. F. W. Faxon Company, Inc. 515 Hyde
Park Avenue, Boston, Mass. 02131; Interna-
tional Publications Service, 303 Park Ave.
South, New York NY 10010; Stechert Hafner
Inc. 31 East 10th Street, New York NY 10003;
Ebsco-National Publications Company, P.O.
Box 90901, Los Angeles, California 90009.

MODES DE PAIEMENT — METHODS OF PAYMENT :

Soit : Par chèque barré à l'ordre de l'Union des Associations Inter-
nationales, 1 rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique. —
(Tel. : (02)11.83.96).
Soit : Either : By crossed check to the order of the Union of International
Associations, 1 rue aux Laines, 1000 Brussels, Belgium —
(Tel. : (02)11.83.96).
Or :
Bruxelles : Compte Chèque postal n° 346.99.
ou Compte n° 451.651 à la Société Générale de Banque.
Genève : Compte courant à l'Union des Banques Suisses.
Düsseldorf : Konto Nr 91097 der Deutsche Bank, Königsallee, 45-47 (Berschrankt konvertierbares DM-Konto).
New York : Nach Runderlass des Deutschen Bundeswirtschaftsministeriums Nr 23/53 können Abonnements-
gebühren für den Bezug einer Zeitschrift im Postzahlungsverkehr unmittelbar in das
Paris : Ausland überwiesen werden.
Rome : Account at the First National City Bank, 55, Wall Street,
The Hague : Compte n° 58.567 à la Banque de l'Union Parisienne, Boulevard Haussmann, 6-8. (C.C.P. de
de la Banque n° 170.09).
London : Compte courant. Banco di Roma, 307 Via del Corso.
Barcelona : Account 785.330 at R. Mees & Hope, 13, Kneuterdijk.
Crossed cheque to Union of International Associations, Acc. n° 04552334, National Westminster Bank
(Overseas Branch), 53 Threadneedle Street, London EC. 2
Compte n° 30/1187/3/8, Banco Exterior de Espana.

